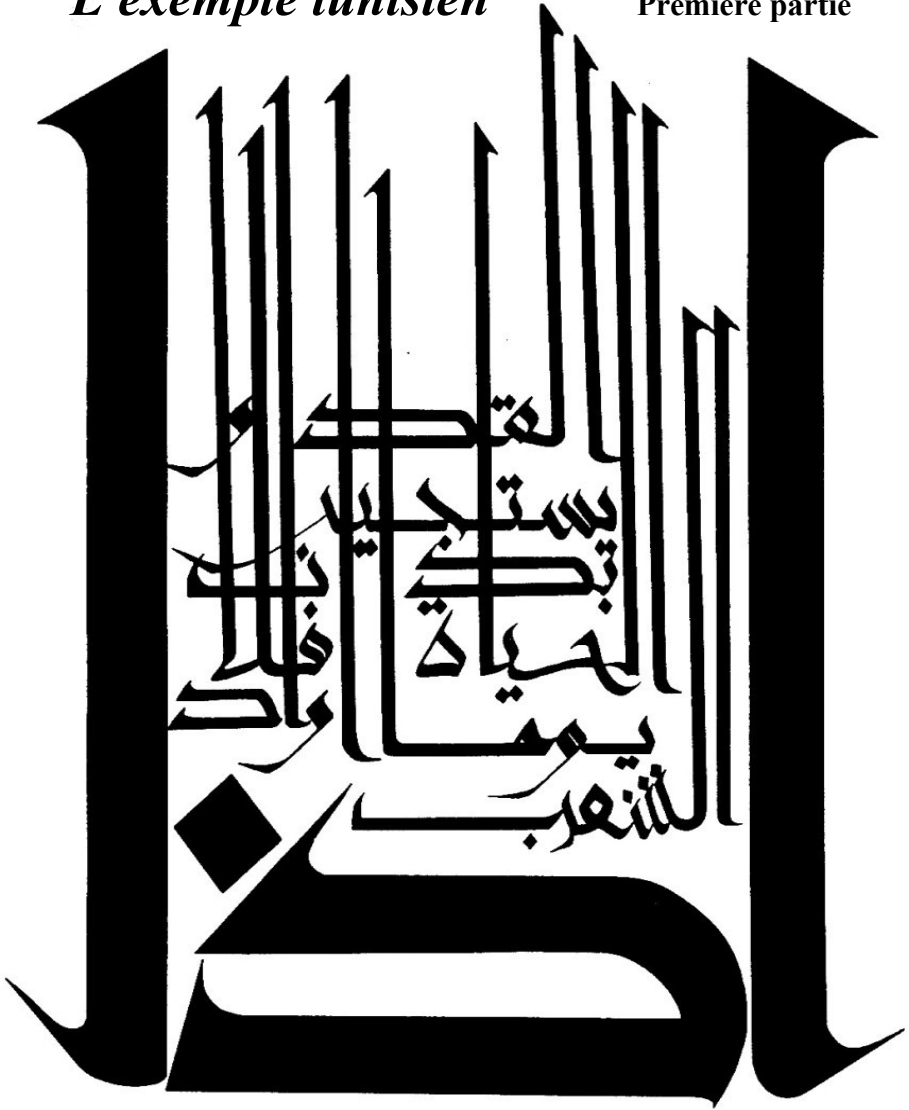


Les soulèvements arabes face au vide occidental

L'exemple tunisien

Première partie



Plan d'ensemble

BROCHURE N°17 - PREMIÈRE PARTIE

- **Introduction générale**
 - L'imaginaire politique contemporain p. 4
 - Le degré zéro de l'interprétation p. 5
 - Révolution ou soulèvement ? p. 7
 - Common decency* et autonomie p. 9
 - La fin de la politique ? p. 11

- **Chronologie du soulèvement tunisien** p. 12

- **Des révolutionnaires tunisiens
contre toutes les barbaries** p. 17

- **Entretiens avec des éducatrices**
 - Présentation p. 29
 - La lutte en classe p. 32
 - Jeunesse en lutte, jeunesse en fuite p. 44

BROCHURE N°17 BIS - SECONDE PARTIE

- **Compte-rendu de voyage**

- **Retours de Tunisie**
 - I – Questions autour du soulèvement
 - II – L'auto-organisation
 - III – La continuité du mouvement
 - IV – Organisations et tendances politiques
 - V – Mises en perspective

Couverture : « *Quand le peuple se lève, le destin se plie à sa volonté* » Abou Kacem Chabi, calligraphie de Lassaâd Métoui tirée de « *Etreintes Calligraphiques* », ed. Herault 1994

Introduction générale

Parler de ce qui est arrivé au régime de Ben Ali, c'est évidemment pour tous [les arabes] un moyen de parler très crûment de la corruption, du népotisme, de la répression de leurs dirigeants respectifs. Ils vivent comme une révolution par procuration, mais je crois que celle-ci pourra difficilement se faire ailleurs.

Gilles Kepel (spécialiste du monde arabe, *Libération*, 17/1/2011)

Si l'histoire humaine est si fascinante, c'est précisément parce qu'elle est essentiellement le lieu des transformations sociales : elle peut toujours remettre en cause nos estimations, et surtout nos prévisions, sans parler de celles qui sont émises par divers « spécialistes » ès études et gestions de la chose publique. Là où le gouvernement français estimait que les événements qui se déroulaient depuis presque une semaine en Tunisie ne signifiaient rien de plus qu'une « crise » ordinaire dont le régime Ben Ali pourrait, d'une manière ou d'une autre (y compris l'assistance policière française), sortir indemne, on voit s'exprimer un magnifique et courageux mouvement politique, une révolte populaire, qui a réussi à renverser un dictateur qui dominait et pillait, avec sa famille, le pays pendant plus de vingt ans. Qui plus est, alors que rien n'annonçait que la révolte tunisienne pouvait se propager aux autres pays arabes, on se trouve devant une explosion sociale sans précédent qui a secoué l'Égypte et le Bahreïn, et aujourd'hui la Libye et la Syrie pour ne pas citer tous les régimes en sursis.

Ce qui importe pour le moment n'est pas tant de parler des événements en tant que tels. Ce que nous considérons, par contre, comme nécessaire, voire urgent (puisque très peu de gens ont essayé de le faire), c'est de réfléchir sur la signification politique potentielle des soulèvements en question ainsi que la manière dont l'Occident les perçoit. Et cela pour une raison simple, c'est que la manière dont les occidentaux perçoivent les soulèvements des peuples arabes reflète la façon dont ils perçoivent la politique et le changement social en général.

L'imaginaire politique contemporain

Il doit être clair que par « Occident » nous n'entendons pas les oligarchies qui sont au pouvoir dans les pays européens et aux Etats-Unis. En ce qui les concerne, on sait très bien qu'elles considèrent tout aussi bien le régime de Ben Ali que celui de Moubarak comme des régimes alliés, dans le cadre de la lutte commune contre le terrorisme islamique. Et il en va de même, *mutatis mutandis*, du régime libyen, puisque Kadhafi a depuis longtemps abandonné la rhétorique tiers-mondiste et « anti-impérialiste », malgré les singeries d'un Chavèz...

Par « Occident » nous entendons, par contre, quelque chose comme l'opinion publique de nos pays ainsi que la « philosophie politique » dominante, c'est-à-dire la dimension de l'idéologie régnante qui façonne notre perception de la politique et du changement social. Or, étant donné que les régimes occidentaux ne sont pas des régimes totalitaires, l'opinion publique occidentale n'est pas entièrement façonnée par les appareils bureaucratiques qui détiennent le pouvoir. Cela veut dire qu'une étude de cette idéologie dominante nous en dit beaucoup sur la manière dont pensent les gens eux-mêmes¹.

Si on s'efforce, donc, de saisir l'ambiance générale concernant les événements en question, on constate qu'elle relève d'un schéma naïvement anti-autoritaire : la politique n'est rien d'autre qu'une affaire négative, rien de plus qu'une tentative de faire tomber le dictateur qui viole les principes de l'État de droit. La politique s'identifie alors presque entièrement à la conception libérale de la liberté, c'est-à-dire à la liberté en tant que liberté

¹ Il doit être clair, néanmoins, que dans nos sociétés dites « libérales », il y a en amont un matraquage médiatique impressionnant et en aval un filtrage de ce qui est donné à voir quant à « ce que les gens pensent », qu'on ne peut pas négliger, ni passer sous silence. En d'autres termes, le fait qu'on ne vit pas, ou plus, sous des régimes totalitaires dans le monde occidental ne signifie nullement qu'il y existe quelque véritable *agora* libre où les gens forment sans contrainte extérieure leurs propres idées, au sein d'un processus de dialogue et de débat libres et démocratiques (comme nous disent les libéraux). Or, de l'autre côté, on doit être également sceptiques et prendre des précautions vis-à-vis des fausses évidences foucaldo-gauchistes qui pensent que la société n'est qu'une usine (voire un camp de concentration) au sein duquel les élites au pouvoir possèdent la capacité de déterminer entièrement ce que les gens pensent. Bien évidemment il s'agit d'une question qu'on ne pourrait pas aborder de manière détaillée dans ce texte. Si nous insistons sur ce point, c'est pour critiquer l'idée naïve selon laquelle les populations ne seraient que de simples victimes du lavage de cerveau. En ce qui nous concerne, nous pensons que tout le problème politique réside, dans une grande mesure, dans le fait que les gens intériorisent les significations et les idéologies dominantes de sorte qu'elles jouent un rôle très actif sur la reproduction du système sociale et politique en place.

par rapport à quelque chose et non point en tant que liberté *pour* quelque chose. Cette conception voile le fait fondamental que, loin de s'achever dans la chute d'un pouvoir autoritaire, la politique commence, à proprement parler, précisément au moment où ce pouvoir-là tombe, en laissant le champ libre à l'expression de la créativité des masses. Jusqu'à ce moment-là on n'a affaire qu'à un niveau « préliminaire ». La véritable politique, au sens noble et profond du terme, consiste à poser explicitement, pratiquement et en connaissance de cause la question de l'institution sociale : quel type de société désirons-nous ? Quel type de régime politique considérons-nous comme le meilleur ? Comment transformer l'état actuel pour tendre à une amélioration profonde ? Quelles sont les idéologies et les conceptions qui empêchent encore la création d'institutions populaire ? Etc. En ce sens, on serait tenté d'affirmer que la politique démocratique, telle qu'on l'entend, consiste en la tentative des gens de créer des institutions qui leur permettraient de s'autogouverner, de décider eux-mêmes du fonctionnement, de la direction et des valeurs de leur société. Or, une telle tentative n'a de sens que dans le cadre d'une conception de la politique qui mette l'accent non pas sur le côté « anti » (anti-autoritarisme, antitotalitarisme, etc.) mais plutôt sur l'aspect proprement créatif et instituant. Et c'est précisément une telle approche qui semble manquer aujourd'hui.

Le degré zéro de l'interprétation

Ce manque s'accompagne d'un étrange nihilisme interprétatif qui, dans sa version la plus « radicale », apparaît sous une robe néo-foucauldienne, dont on se souvient de la navrante danse du ventre à propos de la révolution iranienne de 1978-1979 ². Comme le remarque, par exemple, un pop-confusionniste pseudo-philosophique, « *la révolte tire d'elle-même sa vérité, elle met en échec la pensée conceptuelle, elle échappe à toutes les théories qui voudraient fixer son sens* » puisque, nous dit-on, en citant le Maître, « *“l'homme qui se lève est finalement sans explication” disait encore M. Foucault* » ³. Or, malgré les apparences, il n'y a aucune différence de fond entre ce pseudo-radicalisme et des positions libérales plus modérées, qui se bornent à se contenter du fait que le champ est désormais ouvert pour l'« avènement de la démocratie » (c'est-à-dire pour l'instauration de régimes politiques d'oligarchie libérale) dans le monde arabe. Personne ne se demande franchement ce qui est véritablement en train de se

² Cf. sur ce sujet : J.-M. Mandosio, « *Longévité d'une imposture: Michel Foucault* », *D'or et de sable*, Paris, Éd. de l'encyclopédie des nuisances, 2008.

³ J. Birnbaum, « *Irréductible révolte* », *Le Monde magazine*, 19/2/2011, p. 72.

passer dans les sociétés arabes. Soit on se borne à s'incliner devant l' « incompréhensible » prétendument inhérent à toute révolte – celle-ci ne valant que pour elle-même en tant que seul espace éphémère de liberté possible – soit on glorifie les soulèvements dans un cadre « droits-de-l'homme » qui considère l'apparition d'un tel mouvement comme allant de soi, et sa convergence vers le modèle occidental comme inéluctable.

Or, dans tous les cas on ne fait pas autre chose que projeter sur les peuples insurgés nos propres faiblesses politiques, notre propre incapacité à réfléchir aux évolutions politiques. Il semble que notre atrophie intellectuelle, nourrie de trois décennies de rhétorique « antitotalitaire » et libérale, nous à rendus incapables de mettre en cause les cadres de cette pensée « faible » qui s'adapte à la réalité sans vraiment s'efforcer de la comprendre voire à la contester. De ce point de vue, la rhétorique sur la « révolution Facebook » – ou, pire encore, sur la « révolution 2.0 » – constitue l'expression la plus plate et la plus ridicule de cette faiblesse intellectuelle. On sépare arbitrairement un domaine de la technologie (les « réseaux sociaux » électroniques) du reste de la réalité sociale et on le transforme en moteur secret qui détermine la volonté politique des gens⁴. Les aspects les plus schématiques de l'imaginaire technophile s'érigent en une « ontologie » du social et de la politique qui croit pouvoir remplacer la question politique par ce messianisme néo-matérialiste. Il s'agit, bien évidemment, d'une démagogie qui sert justement à éluder la question proprement politique en permettant de rabattre les mouvements de révoltes sur la technologie occidentale, et de faire une apologie technophile. D'ailleurs, ce genre de manipulation ne date pas d'hier : certains ont dit que les grèves de 1995 en France avaient été possibles grâce au fax, le mouvement de Mai '68 grâce aux transistors, la révolution française grâce à la presse, etc. Comme si on essayait de fonder notre réflexion politique sur la théorie de Marshall McLuhan⁵.

C'est probablement à cause de ce phénomène que les tentatives d'élucider ce qui se passe dans les pays en question sont plus que rares. Hormis les rituels désormais classiques d'approche des événements dans une perspective naïvement marxiste (« les gens se révoltent contre le néolibéralisme de Moubarak et de Ben Ali ») ou anarchiste (« les masses se ré-

⁴ « Les réseaux sociaux sur internet n'ont pas encore terminé leur travail de libérateurs du monde » nous rassure Marie Ansquer (« La révolution Facebook en marche », *Le Monde*, 13/2/2011).

⁵ Cf. par exemple l'ouvrage classique de M. McLuhan, *Pour comprendre les médias: Les prolongements technologiques de l'homme*, Paris, Seuil, 1977.

voltent contre l'État »), il semble que, pour l'imaginaire régnant, l'expression de notre soutien moral et politique nous dispense de la tâche de l'interprétation et de l'élucidation des événements. L'interprétation d'un phénomène se fait toujours dans le cadre d'un point de vue, puisqu'il fait partie d'un projet politique plus global. Or, dans les sociétés occidentales contemporaines il n'y a aucun véritable projet politique, aucun projet qui motiverait ses promoteurs à essayer de comprendre les évolutions en cours dans le monde arabe, afin d'en mesurer la portée et d'en critiquer les défauts, voire d'en tirer de véritables leçons.

Révolution ou soulèvement ?

Pour notre part, nous sommes de l'avis que l'exigence de lucidité doit caractériser tout groupe ou collectif politique qui se veut radical (dans le sens où il défend un projet d'auto-transformation démocratique de nos sociétés). Et cela d'autant plus que notre époque est marquée par une régression très importante, non seulement en ce qui concerne le contenu des idées politiques en vogue, qu'en ce qui concerne notre capacité de réflexion et de pensée politique.

Cette conception de notre rôle, en tant que collectif politique, nous oblige à mettre de côté la rhétorique enthousiasmante sur la « révolution arabe ». On doit donc être précis lorsqu'on utilise ce terme. On ne doit pas confondre la révolution, c'est-à-dire la création des institutions d'auto-gouvernement, soit l'instauration d'organes de pouvoir pour la démocratie directe qui essayent de remplacer les institutions oligarchiques (voire autoritaires) en place, avec les insurrections, les soulèvements, les révoltes, etc. Dans ces derniers cas, l'élan du peuple soulevé n'arrive pas à se consolider dans des institutions qui tendent à exercer le pouvoir (au début sur le plan local et ensuite à des niveaux plus étendus). Il s'agit plutôt de l'expression d'une colère face au mépris et à l'oppression qui, pourtant, ne va pas jusqu'à la contestation claire et ouverte du système social et politique responsable de cette oppression. Nous pensons qu'en ce qui concerne les mouvements dans les pays arabes il s'agit plutôt de soulèvements de ce type et non d'une révolution qui imposerait un changement radical des sociétés en question qui romprait avec le modèle occidental.

Il faut être clair, pour autant, qu'il ne s'agit pas ici d'une critique énoncée au nom de quelque pureté idéologique, ou quoi que ce soit de ce genre. Il ne peut s'agir, en d'autres termes, de mépriser les mouvements arabes parce qu'ils ne seraient pas à la hauteur de nos critères idéologiques (« les gens ne se sont pas prononcés pour la démocratie directe et l'égalité des re-

venus, donc il ne s'agit pas d'une évolution politique digne d'être soutenue»). Tout au contraire, il nous semble que seule une approche *lucide et critique* pourrait vraiment contribuer – dans la mesure du possible, bien évidemment – à l'intelligence collective de la situation. Contrairement aux pratiques gauchistes qui systématisent le « noble mensonge », le bluff et la méthode Coué quel qu'en soit le prix, nous considérons que la lucidité, aussi désagréable soit-elle, est seule à même d'accompagner une prise de conscience globale de la part des populations en question, des enjeux de leur mobilisation. De notre point de vue, certaines caractéristiques propres à la culture arabe ont empêché, jusqu'à présent le dépassement du niveau anti-autoritaire : rôle central et massif de la religion complémentaire d'une aliénation vis-à-vis de l'imaginaire consumériste occidental, culture du ressentiment et de l'autodénigrement qui oriente tout début d'auto-critique vers le fatalisme, quasi-absence de toute tradition d'émancipation couplée à un lourd despotisme historique, etc. On n'a pas – pas encore, du moins – assisté à la création de structures politiques autonomes, qui auraient pour but sinon de remplacer les structures en place du moins de coordonner et organiser les luttes. Une expression visible de ces obstacles traditionnels semble être le difficile dépassement de ce niveau anti-autoritaire, c'est-à-dire la difficulté des populations soulevées à passer de la critique des personnages à celle des structures : on critique Ben Ali, on critique Moubarak, on les chasse du pouvoir, mais on a un peu de mal à attaquer aussi les institutions (politiques, sociales, etc.) qui ont consolidé leur règne, même si ce mouvement existe et perdure, du moins dans certains milieux. Plus difficile encore semble être la critique du *type même* d'institution qui favorise de tels pouvoirs, donc des réflexes psychologiques et des automatismes mentaux qui les soutiennent. Ce type de critique que portait le mouvement ouvrier ayant été presque totalement éradiqué en occident durant la seconde moitié du XXe siècle, sa réinvention s'avère particulièrement délicate.

Dans un tel contexte, l'importance cruciale et tout à fait positive de ces soulèvements tient à ceci qu'ils démontrent une certaine corrosion de l'imaginaire traditionnel des pays en question. Il s'agit, en d'autres termes, des premiers germes d'un mouvement émancipateur qui rompt avec la culture hétéronome et plus ou moins fataliste de ces sociétés – ou, plus précisément, des premiers mouvements populaires pouvant être porteurs d'une visée *explicitement* émancipatrice (puisqu'il y a eu, par le passé, certains éléments plus ou moins émancipateurs, comme, par exemple, en ce qui concerne le cas tunisien, l'Indépendance en 1956 ou le « despote éclairé »

Bourguiba, qui certes a « imposé » la laïcité, mais qui a très fortement accompagné le mouvement des femmes tunisiennes qui existait depuis les années 30). L'indépendance des soulèvements vis-à-vis des formations et idéologies politiques creuses, leur caractère séculier, populaire et non-militarisé, la participation des femmes aux mobilisations, le fait que beaucoup de gens descendent pour la première fois dans la rue, la disparition de la peur et la promotion d'une expression libre, sont des signes – parmi d'autres – qui laissent à penser qu'on assiste à un changement non seulement de mentalité politique mais, probablement, de l'attitude des gens face au monde, plus généralement. Reste à en mesurer la profondeur et à en estimer la portée. Or, c'est précisément pour pouvoir le faire qu'il faut en finir avec les discours politiquement vides sur la « révolution » et les « droits de l'homme ».

Common decency et autonomie

Un point qui nous est très important, c'est le courage et le sens de la dignité dont ces gens ont fait montre pendant toutes ces semaines. Tout cela ne va nullement de soi. Face à l'oppression et à la violence exercées par les États en question, face aux centaines de morts et de blessés, les gens n'ont pas abandonné la lutte. Tout au contraire : ils ont vus des amis tomber à leurs côtés, et sont redescendus dans la rue le lendemain. Il faudrait vraiment comparer cette attitude avec la frilosité française, notamment, et le fait que mourir pour quelque chose – et surtout pour une cause politique – apparaît dans le monde occidental comme quelque chose de baroque, voire d'exotique, puisqu'une telle conception de la vie et de la mort rompt complètement avec l'ambiance qui règne au sein de nos sociétés de consommation et qui réduit la politique à une demande de protection de nos « jouissances privées » (pour reprendre la fameuse expression de Benjamin Constant⁶). Le fait que des gens qui descendent dans la rue pour la première fois de leur vie montrent tant de courage en ne reculant pas face à la brutalité policière dénote un sens aigu de la dignité. C'est précisément ce qui nous manque dans les pays occidentaux, où la mentalité dominante (pseudo-individualisme, autculpabilité, cynisme, indifférence, etc.) sape de plus en plus les bases d'un certain bon sens populaire – ainsi que d'un courage physique et moral que le Français moyen appelle « fanatisme » – capables de nous faire nous révolter contre l'appauvrissement croissant de notre vie dans tous les domaines. Les sociétés contemporaines semblent fi-

⁶ B. Constant, « *De la liberté des anciens comparée à celle des modernes* » (1819), *Écrits politiques*, Paris, Gallimard, folio-essais, 1997, p. 603.

gées et immobilisées à tel point que l'attitude vulgaire et ouvertement j'em'en-foutiste des élites au pouvoir ⁷ ne provoque guère de réactions. Les scandales et la corruption qui se multiplient jour après jour, dans le cadre du capitalisme débridé, poussent les populations au cynisme – qui n'est qu'un nouveau type de fatalisme « lucide » – sans parler des suicides publics (France-Télécom...) qui n'entraînent, ici, aucune réaction collective. Dans ce cadre, rien ne semble pouvoir provoquer notre indignation, même si on consomme avidement le dernier *best-seller* qui nous exhorte à nous indigner⁸.

Il nous semble que les cultures non occidentales ne sont pas encore entièrement corrodées par la culture de consommation et la cohorte de malheurs sociaux et mentaux qui lui sont propres, en dépit de la rhétorique néolibérale. Cela permet à leurs membres de conserver encore un certain nombre de vertus de base, un certain type de sociabilité élémentaire nécessaire à tout type de société et *a fortiori* à tout mouvement populaire autonome. C'est précisément cette sociabilité-là qui est en train de disparaître dans le monde occidental. Et c'est cette disparition-là qui fait naître, parmi d'autres conséquences, toute cette rhétorique sur la « révolution Facebook » qu'on a mentionnée plus haut : il ne s'agit pas seulement d'un libéralisme naïf et technophile, dans les cadres duquel on transforme la technologie en facteur indépendant qui semble agir à la place des gens ; il s'agit aussi d'une incapacité à comprendre les éléments social-historiques dont on vient de parler, incapacité directement liée à leur disparition quasi-totale dans notre monde actuel. Face à cette incapacité à comprendre, on ne fait rien d'autre que projeter le type anthropologique de l'homme occidental, avec ses obsessions technophiles et sa misère psychique, sur les peuples non occidentaux.

Sans la moindre illusion tiers-mondiste, nous pensons que la renaissance du projet d'autonomie n'est possible que si on arrive à réconcilier la sociabilité propre à ces sociétés avec les éléments démocratiques spécifiquement occidentaux (la capacité de la société de contester ouvertement et en connaissance de cause ses propres institutions et significations, la tradition révolutionnaire, la sécularisation, l'égalité partielle des sexes, etc.) qui manquent aux cultures non occidentales.

⁷ Cf. sur ce sujet le livre classique de Christopher Lasch, *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Paris, Flammarion, 2007.

⁸ Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, Paris, 2010.

La fin de la politique ?

Or, cette constatation nous oblige à poser une question très importante. Quelles sont les conséquences politiques de l'épuisement de ressources anthropologiques qui font qu'une société est une société et non pas un simple agrégat d'« individus » (comme le disait Margaret Thatcher et comme le sous-entend l'utilisation d'Internet et des « nouvelles technologies ») ? Une société au sein de laquelle le sens de la collectivité s'effondre sous le poids d'un pseudo-individualisme cynique est-elle encore capable de se mobiliser et de s'auto-transformer de manière démocratique ? Les peuples des régimes autoritaires et dictatoriaux sont-ils les seuls à pouvoir encore se révolter pour améliorer leur sort ? La prospérité matérielle relative dont jouissent les peuples occidentaux les a-t-elle tellement abrutis que notre seul espoir soit les révoltes des peuples dits « arriérés » ?

Dans ces conditions, on serait tenté de répéter ce que disait C. Castoriadis il y a un bon demi-siècle : « *Faudra-t-il donc penser désormais que l'activité politique des masses est un phénomène spécifique aux pays arriérés, que les seules collectivités capables d'agir pour changer leur destin sont les paysans, les étudiants, les races opprimées dans les pays coloniaux ? L'intérêt de la population pour la politique serait-il fonction directe de son "arriération" économique et culturelle, la civilisation industrielle moderne signifie-t-elle que le sort de la société ne concerne plus les membres de la société ?* »⁹. N'assiste-t-on pas en d'autres termes à la pleine réalisation de la tendance lourde dont Castoriadis essayait de saisir les signes précurseurs ? Et s'il en était ainsi, que cela signifierait-il pour nos sociétés, aussi bien que pour le projet politique dont s'inspire notre démarche ? La « démocratie libérale » ne constituerait-elle pas, après tout, la véritable fin de notre histoire politique ? Le destin, dorénavant reconnu, de l'aventure politique et sociale des sociétés modernes ne s'incarnerait-il pas, enfin, dans des titans de la pensée tels que MM. Sarkozy, Berlusconi, Obama, Sarah Palin ou Barroso ? Soit. Nous y soumettrions-nous si facilement, cependant ?

Collectif Lieux Communs – Mars 2011

⁹ C. Castoriadis, « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » (1961), *Capitalisme moderne et révolution*, t. 2, Paris 10/18, 1979 (réimprimé comme Brochure n°10 et 10bis et disponible sur le site <http://www.magmaweb.fr/> rubrique « *Nos textes* » puis « *Brochures* » ou directement à l'adresse suivante : <http://www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article32>).

Chronologie du soulèvement tunisien

Première phase : 17 décembre - 6 janvier *Violentes émeutes en province*

- Le 17 décembre, à Sidi Bouzid, un jeune marchand ambulant, Mohamed Bouazizi, se voit saisir sa marchandise et molester par des policiers municipaux. Il s'immole par le feu. Il est transféré au service des grands brûlés à Ben Arous, près de Tunis. Le lendemain, la marche d'indignation des habitants de Sidi Bouzid est réprimée à coups de bombes lacrymogènes. Des affrontements éclatent dans toute la ville, avec barricades et voitures brûlées. Plusieurs dizaines d'arrestations ont lieu.
- Jusqu'à début janvier, les manifestations s'étendent un peu partout en province : Bouziane, Kasserine, Bizerte. Les gens et beaucoup de jeunes s'en prennent aux commissariats, aux véhicules de la Garde nationale, aux banques, aux sièges locaux du RCD, aux commerces réputés appartenir aux membres du clan Trabelsi-Ben Ali. Les manifestants réclament plus de dignité, dénoncent le chômage et la hausse des prix. Au fil des manifestations, ils dénoncent de plus en plus la politique sociale et économique de Ben Ali, le non-respect des libertés élémentaires et la corruption du pouvoir et de l'administration. Le pouvoir répond par une répression violente : arrestations, torture, tirs à balles réelles. Il tente de minimiser le geste de Bouazizi (« *un acte isolé* »), dénonce une « *instrumentalisation politique* » par « *une minorité d'extrémistes et d'agitateurs à la solde d'autrui* » (Ben Ali, le 28/12), annonce des mesures sociales : déblocage de 15 millions DT pour la région de Sidi Bouzid (le Ministre du Développement, le 23/12). Cela ne suffisant pas, Ben Ali commence à limoger des « fusibles » : le ministre de la Communication (29/12), le gouverneur de la région de Sidi Bouzid (30/12). La soeur de Bouazizi refuse les 100.000 DT que le pouvoir propose à sa famille, affirmant à la télévision que c'est l'équivalent « *d'un simple hors-d'oeuvre de Ben Ali* ».
- Le 23 décembre, plusieurs centaines de personnes (militants syndicaux

et politiques) se rassemblent devant le siège de l'UGTT à Tunis pour demander le « *droit de travailler* », la « *libération des prisonniers de Sidi Bouzid* » et dénoncer la corruption du pouvoir et sont durement réprimés. Le 27, manifestation de chômeurs diplômés à Tunis, brutalement dispersés par la police.

- Le 4 janvier, Mohamed Bouazizi décède de ses blessures.

Seconde phase : 6 - 14 janvier

Vers la chute du régime

- Le 6 janvier, les avocats manifestent contre la répression policière et pour l'Etat de droit. C'est le début de la mobilisation des classes aisées (médecins, intellectuels, ...), dont les manifestations sont violemment dispersées. L'armée est déployée dans tout le pays.
- Le 7, l'ambassadeur de Tunisie à Washington est convoqué.
- 7-9 janvier. Emeutes sanglantes à Kasserine, Thala et Regueb. Des snipers de la police tirent dans la foule avec des silencieux, faisant plusieurs dizaines de morts. C'est le point de non-retour pour tous les Tunisiens.
- Le 10, Ben Ali dénonce des « *actes terroristes* » perpétrés par des « *voyous cagoulés* » et des « *éléments étrangers* » et promet la création de 300 000 emplois supplémentaires d'ici 2012, la liberté de la presse et la libération des personnes arrêtées lors des émeutes. Il limoge le ministre de l'Intérieur et le chef de l'état-major militaire Rachid Amar, qui aurait refusé de tirer sur les manifestants.
- Le 11, les lycées et universités sont fermés par décret. Les étudiants se mobilisent. Ils protestent notamment contre la confiscation par les milieux proches du pouvoir des rares emplois proposés aux jeunes diplômés à la fin de leurs études. Les quartiers populaires se mobilisent à leur tour (cité Ettadhamen, Intilaka) et convergent vers l'avenue Bourguiba.
- Le 12, ces heurts se poursuivent. Grève générale des travailleurs de Sfax, encouragée par la bourgeoisie locale. L'état de siège est décrété dans Tunis. L'armée prend position autour des bâtiments publics. Un couvre-feu nocturne est instauré et Alliot-Marie, ministre français des Affaires étrangères, propose « *le savoir-faire de nos forces de sécurité* ».
- Le 13 au soir, Ben Ali intervient à la télévision en arabe dialectal et promet l'arrêt des violences policières, la liberté de la presse, et son départ

- pour 2014. ses « partisans » défilent le soir dans les rues de la capitale.
- Le 14, une manifestation historique a lieu sur l'avenue Bourguiba. L'UGTT appelle pour la première fois à une grève générale de quelques heures et se prononce « *contre la violence, d'où qu'elle vienne* ». Des heurts ont lieu avec la police dans l'après-midi : quatre morts. Ben Ali annonce le limogeage de tout le gouvernement et des élections anticipées. Durant la manifestation, des blindés encerclent le palais présidentiel. Ben Ali comprend le message de l'armée soutenue par la diplomatie américaine, et s'enfuit. Son premier ministre, Mohamed Ghannouchi, assure l'intérim. Au nom du respect de la Constitution, il est remplacé dans les heures qui suivent par Foued Mebazaa, président du Parlement. Ghannouchi redevient Premier ministre.
 - Le soir et les jours suivants, les miliciens de Ben Ali, cagoulés, habillés en policiers ou en civil, sortent des gens des maisons, tabassent, violent. La population s'organise en comités de surveillance, tandis que l'armée s'efforce de la protéger en arrêtant les véhicules suspects et en abattant les francs-tireurs. L'UGTT appelle à la distribution des armes à la population.

Troisième phase : 17 - 28 janvier ***Ghannouchi I contre Kasbah I***

- Le 17, un nouveau gouvernement est constitué, avec d'anciens ministres aux postes-clés. L'UGTT et les partis d'opposition légale (PDP, FDTL et Ettajdid l'ex-PC) acceptent d'y participer.
- Le 18, la population manifeste contre ce nouveau pouvoir à Tunis et dans d'autres villes. La police réprime violemment ces manifestations. Sous la pression, les ministres de l'UGTT et de l'opposition légale démissionnent. Ghannouchi et Foued Mebazaa quittent le RCD et promettent « *une rupture totale avec le passé* ».
- Le 20, Ghannouchi annonce que l'Etat va se séparer du RCD et prendre possession de ses biens. Le « *Front du 14 janvier* » est créé à l'instigation de partis de gauche qui se sont réunis partout dans le pays en « *comité révolutionnaires* ».
- Le 23, une caravane d'habitants de Sidi Bouzid rejoint la place de la Kasbah à Tunis et les manifestants contre le maintien au pouvoir des anciens ministres de Ben Ali. Le général Amar intervient au milieu des

manifestants et demande que « *cette place se vide, pour que le gouvernement travaille, ce gouvernement ou un autre.* »

- Des centaines de personnes se mettent à assiéger les bâtiments publics, les ministères. Des responsables sont attaqués. Des portraits de Ben Ali sont jetés par les fenêtres des ministères. Même certains policiers manifestent contre le nouveau pouvoir. Dans les journaux, des comités de rédaction remplacent les anciens directeurs aux ordres.
- Le 27, un remaniement ministériel a lieu. Les ministres RCD démissionnent. Ghannouchi fait appel à Hakim El Karoui, homme d'affaires tunisien vivant en France, ancien conseiller technique du Premier ministre Raffarin. Karoui fait venir de France des Tunisiens, patrons, banquiers, universitaires, qui entrent au gouvernement. Les partis de l'opposition reviennent également.
- Le 28, la place de la Kasbah est évacuée par la force.

Quatrième phase : 29 janvier – 27 février ***Ghannouchi II contre Kasbah II***

- Le 31 janvier, une manifestation s'attaque au ministère de l'Intérieur, réclamant le départ de tous les fonctionnaires compromis sous la dictature, forçant le ministre lui-même à s'enfuir du bâtiment. La police donne l'assaut violemment. De hauts fonctionnaires sont suspendus, notamment dans la police. Les gouverneurs des vingt-quatre provinces sont tous remplacés par d'autres, parmi lesquels dix-neuf proviennent du RCD. Plusieurs d'entre eux sont à leur tour chassés par les manifestants.
- Dans les premiers jours de février, dans plusieurs villes du pays, des manifestants s'en prennent aux commissariats, aux sous-préfectures. Parallèlement, des grèves éclatent, notamment dans les mines de phosphate de Gafsa. Des ministères et des sièges d'entreprises sont occupés. A Tunis, des manifestations viennent réclamer du travail, des aides. Les grévistes revendiquent des augmentations de salaire.
- Le 6, le RCD est suspendu en vue d'une dissolution. Le Parlement accepte que le gouvernement use de décrets-lois sans en passer par des votes à l'Assemblée, toujours dominée par les élus RCD.
- Le 18, une « *Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la*

révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique » (organe purement consultatif) est créée.

- Le 20, des jeunes de plusieurs villes de province (notamment Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa et Bizerte), sous l'égide d'un « *comité d'organisation* » entament un sit-in place de la Kasbah en réclamant la chute du gouvernement, la dissolution du RCD, de la Chambre des députés, celle des conseillers et aussi du système de la police politique, la mise en place d'une Assemblée constituante.
- Le 27 février, ils obtiennent la démission de Ghannouchi, et d'une partie du gouvernement. Béji Caïd Essebsi devient Premier ministre.
- Parallèlement à Kasbah II, à la Menzah, quartier résidentiel de Tunis, tous les soirs, des centaines de Tunisois se réunissent pour soutenir Ghannouchi contre la "dictature" de la Kasbah. Partisans d'une « *transition douce* », ils voient dans la Kasbah une manipulation d'Abdessalam Jrad, président de l'UGTT, et de Hamma Hammami, secrétaire général du POCT.

Vers les élections du 24 juillet...

- Le 3 mars, Fouad Mebazaa annonce l'organisation d'élections le 24 juillet pour former un conseil représentatif chargé d'amender la Constitution.
- Le 4, Kasbah II lève le camp. Le pays retrouve un rythme normal : tous les établissements, entreprises et administrations rouvrent.
- Le 9, sur décision judiciaire, le RCD est dissous et ses biens liquidés.
- Le 15, Foued Mebazaa s'engage à poursuivre sa tâche de président par intérim au-delà de l'expiration du mandat légal.

Des révolutionnaires tunisiens contre toutes les barbaries

Synthèse des entretiens avec nos camarades tunisiens
du 26 janvier au 16 février (publiés sur le site)

Anciens marxistes libertaires influencés depuis des décennies par C. Castoriadis, nos camarades de Tunisie ont participé au soulèvement conscients des libertés inestimables qui étaient en jeu. Mais ils savent mieux que personne que si une insurrection victorieuse est l'aboutissement d'un long processus, elle déclenche également le début d'un autre. Les forces souterraines qui minaient la société tunisienne n'ont pas disparu : elles ont au contraire fait surface, et menacent aujourd'hui toutes les tentatives d'autonomie individuelle ou collective. Entre des mécanismes capitalistes qui se décomplexent, des tendances despotiques toujours résurgentes, des gauchistes assoiffés de pouvoir et des islamistes qui ne désarment pas, l'avenir est particulièrement étroit. Mais la lucidité n'en-trave que ceux qui se cherchent des excuses – pour ceux qui décident de rester vivants, elle aide à trouver des moyens.

Le monde entier vient d'assister au premier renversement, qu'on ne croyait plus possible, d'un régime arabe caricaturalement autocratique et corrompu. Malgré le mécontentement latent et des soulèvements ponctuels de ces dernières années, l'insurrection a surpris tout le monde, y compris les gens les plus au contact des réalités sociales. Pourquoi ? Et comment qualifieriez-vous ces événements ?

- L'insurrection a été imprévue par tout le monde, pratiquement, même si elle n'est pas une surprise pour beaucoup, dont nous.

- Pour caractériser exactement ce qui s'est passé, nous disons qu'il s'agit d'un *soulèvement populaire* : ce n'est pas une révolution dans le sens traditionnel c'est-à-dire strict et plein du terme. Ce qui s'est passé est comparable aux intifadas, aux soulèvements, aux révoltes qui se sont déroulées dans les territoires occupés dans les années 90 du siècle passé. C'est donc un mouvement populaire qui vise la démocratie, les libertés fondamentales et la satisfaction de revendications sociale : les dimensions politiques et sociales sont imbriquées, enchevêtrées.

- On peut dire que la situation était mûre pour ce soubresaut, ce soulèvement, surtout depuis les événements de la région des mines de phosphate en 2008, autour de Gafsa. Les ingrédients étaient donc déjà en place et le jeune de Sidi Bouzid qui s'est immolé le 17 décembre, c'est l'étincelle qui a mis le feu à l'ensemble de la situation. Nous pensons que c'est ainsi qu'on doit caractériser ce qui s'est passé. Ce n'est donc pas une révolution dans le sens d'un mouvement politique qui permet à une force sociale particulière, une classe sociale à une ou plusieurs formations politiques de prendre le pouvoir. Ça c'est une interprétation qu'il faut éviter absolument et qui délimite bien le cadre général de l'analyse.

Ce soulèvement était essentiellement dirigé contre une dictature personifiée et constituait une mobilisation essentiellement antiautoritaire. La fuite de Ben Ali le 14 janvier ne règle évidemment pas tous les problèmes de la société tunisienne. Pensez-vous que la situation pourrait déboucher sur une révolution telle que vous la définissez ?

- Ce sont les gauchistes qui pensent comme ça... Ils disent qu'il faut insister, qu'on doit continuer le mouvement jusqu'à la victoire finale – avec des accents qui rappellent ceux des bolcheviques... Et c'est ce qu'ils sont en train de faire maintenant. Mais ce n'est pas une révolution : c'est un soulèvement populaire qui a débouché sur des acquis : l'éviction du grand dictateur et de sa famille, la découverte du niveau de corruption qui a caractérisé le pouvoir tunisien, des luttes au sein des entreprises pour évincer les responsables corrompus. Il y a donc un mouvement général de conquête de liberté qui ne se limite pas à la liberté de former des partis, la liberté de la presse, etc. mais qui s'étend jusqu'à la liberté *même* au sein des entreprises, des administrations, etc. Tout le monde maintenant s'est libéré de ce blocage qui a été imposé par la dictature et a été entretenu depuis maintenant 54 ans- parce qu'il ne s'agit pas que de l'ère Ben Ali, c'est-à-dire le parti unique aux commandes, l'État-parti qui surplombe tout, etc... Le propre du régime de Ben Ali, ses caractéristiques singulières, c'est que la corruption y avait dépassé les limites de l'imaginable.

Surtout, il ne faut pas commettre l'erreur que les gens ici commettent facilement. Il ne faut jamais, à notre sens, dresser une *muraille de Chine* entre le régime de Ben Ali issu du coup d'État du 7 novembre 1987 et le régime issu de l'indépendance politique de la Tunisie en 1956. Il n'y a pas vraiment de rupture : il y a une continuité. En bref, le régime du parti

unique instauré par l'élite destourienne dont le symbole politique était le président Bourghuiba a fait le lit, s'est prolongé à travers un régime policier. C'est-à-dire plus clairement, ça a consisté en la consolidation et le renforcement du dispositif et des appareils de *répression*. Donc entre les deux régimes, avant et après le 7 novembre 87, il y a une continuité. Le mouvement populaire actuel vise à détruire les handicaps qui peuvent se formuler comme, en gros, un silence politique imposé par le régime destourien depuis 1956, jusqu'au 14 janvier 2011. A notre sens, c'est la méthodologie à suivre pour comprendre ce qui vient de se passer.

La peur et la dépression qui dominent actuellement le monde entier ont été spectaculairement vaincues un peu partout en Tunisie. La parole se libère aujourd'hui, comme cela est arrivé en France pour la dernière fois en Mai 68 : Que se dit-il ? Quelles sont aujourd'hui les aspirations actuelles du peuple tunisien ? Comment les gens envisagent-ils l'avenir ?

- Tout dépend de la période. Au début, dans les deux ou trois jours après la chute, il était surtout question de la corruption, et des partis politiques et des individus qui allaient prendre en charge la situation, prendre le pouvoir. Maintenant, les gens s'interrogent sur la poursuite du mouvement. Des gens disent : puisque le gouvernement est toujours en place, quatre ministres font partie de l'ancien régime, il faut que les manifestations continuent, jusqu'à leur départ. D'autres pensent que derrière ce mouvement il y a des partis qui sont en train d'usurper le mouvement pour leurs intérêts propres et ils se questionnent à propos du nombre étrangement important de formations politiques, se demandent quand est-ce qu'ils se sont constitués, etc. D'ailleurs pour eux c'est une découverte : c'est la première fois qu'ils entendent parler d'organisations politiques. Il s'est alors avéré que la population ne connaissait pas ces formations politiques, ni aucune, d'ailleurs : pour eux c'était les deux ou trois qui étaient au pouvoir, point. Par exemple, certains veulent que la vie normale reprenne, que rouvrent les lycées, les écoles primaires, ils craignent l'avenir. Il y a en a qui craignent que l'armée prenne les choses en main si le mouvement se poursuit.

- De toutes façons, quelles que soient les divergences, les gens sont d'accord sur une chose : on a chassé un dictateur, une famille corrompue, un régime totalitaire, c'est le moment de s'exprimer et il ne faut plus avoir peur. Et c'est le plus important. Les petites divergences sur l'appréciation de la

situation actuelle, ça peut se comprendre. Mais de toute façon, tout le monde est d'accord : fini la peur, fini la répression, fini le parti unique, le reste est secondaire.

- Dès les premiers jours après la fuite du dictateur, le pouvoir en place - qui n'a guère changé - a joué la carte de la *peur*. Il y a des couches de la petite bourgeoisie ou en général des classes moyennes qui veulent avec insistance qu'on *revienne à la normale* : Il faut que l'appareil productif reprenne ses activités, que nos enfants retournent à leurs classe, etc. et que donc *tout ça* doit finir le plus tôt possible. De l'autre côté, il y a ce qui se passe : les marches, les manifestations, les revendications, qui sont quotidiennes. Il y a donc deux composantes : le mouvement populaire *spontané* qui veut faire valoir ses droits et ses revendications. De l'autre côté, il y a les formations politiques petites bourgeoises qui veulent confisquer et *recupérer* le mouvement, pour servir leurs intérêts privés et on pourrait dire *sectaires* – car c'est vraiment un comportement sectaire.

Les profondes divisions du pays demeurent et deviennent visibles pour tous : Quelles sont les revendications qui sont avancées précisément ?

- Les revendications sont multiples. Il y a en Tunisie beaucoup d'ouvriers qui n'ont pas de statut, des journaliers, mal payés. Et c'est ainsi dans la plupart des branches, les PME font beaucoup de sous-traitance pour les grandes entreprises européennes. Donc les conditions de travail sont vraiment *lamentables*. On a par exemple cette loi d'avril 1972, instaurée par Hédi Nouira, l'ancien Premier ministre de l'époque, qui permet aux entreprises étrangères d'ouvrir des boîtes ici avec exemption d'impôts pendant 5 ans avec une production destinée à l'exportation. Elles bénéficient pratiquement de la protection de l'État, de la gratuité des infrastructures de base, par exemple, sous couvert de lutte contre le chômage – et il n'y a bien entendu ni syndicats ni rien du tout malgré des salaires de misère.

- Et il y a d'autre part des revendications d'ordre plus politique. Dans les entreprises, les administrations, il y a la corruption, le piston, le favoritisme : il y a tout un mouvement aujourd'hui contre toutes ces pratiques, cette mentalité. Il y a même les policiers qui se sont mobilisés pour de meilleures conditions de travail, par exemple, mais il y a surtout les travailleurs dans les aéroports, les salariés municipaux, les infirmiers, les ou-

vriers de la voirie, etc. Pour les médecins, par exemple, un secteur que je connais, il y a une pétition qui a circulé pour dire que, dorénavant, les soignants et les internes n'acceptaient plus d'être malmenés par les grands chefs de services : ils veulent la fin du mandarinat. Il y a donc des revendications d'ordre purement économique, mais aussi une dimension plus *politique*, qui réclame la démocratie dans tous les établissements. Et c'est le plus important : si on veut profiter des acquis de ce soulèvement, il faut continuer dans ce sens-là, travailler à ça.

Pensez-vous que le soulèvement puisse donner naissance à des structures populaires autonomes avant que les cliques politiciennes ne confisquent les affaires du peuple ?

- Il y a plusieurs manières de voir les choses, c'est une question de jugement politique. Pour nous, nous assistons *pratiquement* à la fin du mouvement, du moins sur le plan général, national – c'est différent dans les régions. Il y a donc deux façons de voir les choses. Il y a d'abord celle des gauchistes, les nationalistes arabes et tous les soi-disant opposants – il y a aujourd'hui vingt-six [soixante fin avril] formations politiques ! Pour eux, il faut continuer le mouvement jusqu'à la fin pour s'accaparer le pouvoir. Pour nous, c'est du grand n'importe quoi. Ce qu'on peut faire maintenant, c'est continuer la révolution mais pas sous les formes de manifestations, d'émeutes, etc., mais sous la forme de luttes partout où c'est possible, dans les entreprises, dans les administrations, etc. Donc, en fin de compte, ce qu'elle a donné cette « révolution », c'est que les gens n'ont plus peur de s'exprimer, et non pas seulement dans les journaux, sur internet, mais surtout sur les lieux de travail, là où ils sont. Il n'y a plus de peur. Donc sur ce plan-là, on a dépassé un stade, on a fait un saut *qualitatif* sur le plan politique. Mais il ne faut pas avoir l'illusion que le mouvement va continuer dans le sens d'une révolution sociale avec prise de pouvoir : c'est de l'aventurisme, de *l'infantilisme* et c'est ce qui est en train de se passer maintenant, sous la pression des mouvements staliniens, nationalistes arabes, baasistes, etc., parce que pour eux c'est une occasion qui ne va pas se représenter dans l'avenir, donc ils profitent de l'occasion pour pousser les jeunes, tenter de mobiliser les masses, et les instrumentaliser à cette fin. Mais nous pensons que cela va déboucher sur des résultats contraires à leurs intentions...

- La récupération a déjà commencé. Nous assistons à une récupération opérée non seulement par les forces traditionnelles mais *aussi* par les for-

mations de l'opposition – plus exactement, ils veulent carrément avoir leur part du gâteau, du butin. C'est ce processus-là qui se déroule actuellement *sous nos yeux*. En ce qui concerne la conquête de la liberté, c'est le seul acquis véritable, dans la mesure où tout le monde s'exprime librement, sans rien craindre, de telle sorte que la principale artère de Tunis, l'avenue Bourguiba, est devenue un énorme espace de discussion : on y voit partout des gens qui discutent, qui débattent ou qui manifestent... Il y a des manifestations toutes les deux-trois heures, maintenant. C'est donc un mouvement *démocratique*, dans la mesure où même la satisfaction des revendications sociales *fait partie* des droits démocratiques. Il y a donc des manifestations devant les administrations, les sociétés, les sièges de compagnies, il y a des pétitions, des occupations de locaux, des lieux de travail, pour exiger la satisfaction de revendications qui datent d'une vingtaine d'années. C'est un peu comparable à des grèves sauvages, c'est en tout cas les *prémises* de grèves sauvages.

D'autre part, un autre acquis, c'est la constitution de comités de quartiers. Ces structures-là sont *totalelement spontanées*. Devant tout le monde et *officiellement*, elles ont été constituées pour épauler les forces de l'ordre, pour le maintien de l'ordre : cela, c'est la terminologie officielle. *En fait*, dans la pratique, ces comités ont permis à la fois d'assurer une sécurité et une auto-défense – notamment contre les fauteurs de troubles à la solde du régime Ben Ali – mais ils ont aussi et surtout permis aux gens de décompresser, de se défouler, de discuter, toutes les nuits et ont ainsi, de fait, bravé le couvre-feu gouvernemental. Et puis cela confirme la tendance générale qu'on peut résumer ainsi : dès que les masses commencent à prendre leur destinée en main, à réfléchir, elles constituent des structures, des comités, des conseils, des soviets – qu'importent les dénominations – des *chouras* comme en Iran. Et ça s'est passé partout : lors des grèves en 1946 au Caire, en Iran en 1978 et actuellement en Tunisie. Ce qui constitue un pas supplémentaire vers le pouvoir populaire et les soviets – entendus au sens d'organes politiques autonomes ou encore de démocratie directe. Il faut absolument souligner cette dimension-là.

- En fait, les comités de quartier sont finis, pratiquement. Les militaires nous ont dit : regagner vos maison, on a plus besoin de vous, vous avez joué un rôle pendant une période, *finito*... Mais on a noué des relations avec les voisins. Avant les gens ne se disaient même plus bonjour – surtout

dans les grandes villes. Ils font connaissance, maintenant, ils discutent, se connaissent : il y a un mouvement d'entraide, de soutien mutuel, qui n'existait pas avant. On a même nourri les soldats lors de la fraternisation, avec les couscous, la chorba, etc.

Il n'y a donc plus d'auto-organisation populaire malgré une rupture profonde entre le peuple et les bureaucraties politiques tunisiennes. Ne craignez-vous pas que, comme en France, cela se transforme finalement en un refus viscéral de toute organisation, voire de tout discours un peu général ?

- Non. Les gens ne sont pas contre le principe de l'organisation : ils s'organisent *tous seuls*, eux-mêmes. Ils disent : qui sont ces gens-là qui viennent nous parler à la télévision, nous donner des leçons, nous parler de révolution ? Tout le monde ici est devenu révolutionnaire : on n'a pas besoin de révolutionnaires professionnels. C'est vraiment ça. Quand les gens disent : on ne veut pas de parti, qu'est-ce que c'est que tout ces partis et ces gens nouveaux tous les jours qui viennent nous parler avec leurs lunettes à la télévision pour confisquer notre révolution ? Les gens sont contre tous ces partis et c'est un acquis ! Les gens veulent contrôler *eux-mêmes* leur avenir.

Le fait qu'il n'y ait aucun leader peut-être une tendance profondément libertaire mais n'est-ce pas aussi le signe d'une difficulté à élaborer un discours politique après l'effondrement des idéologies, empêchant l'organisation d'un mouvement durable, comme après Mai 68 ?

- Autant le soulèvement est spontané, ce qui réduit beaucoup toute perspective de récupération stalinienne, nationaliste ou intégriste, autant les révoltés n'ont pas de projet clair. Ceci pose le problème difficile d'une « organisation » qui émanerait des luttes et qui romprait avec les méthodes stalinienne et bureaucratiques. Par ailleurs, il est important et urgent d'ouvrir un champ de réflexion sur toutes les questions de la vie quotidienne (chômage, travail, développement, éducation, santé...) et ce dans une perspective qui coupe court avec l'idéologie productiviste et hiérarchique. Nous réfutons l'idée de leaders mais ceci ne veut pas dire que les intellectuels (ceux qui s'intéressent aux questions qui dépassent leur spécialité et la chose publique) doivent se croiser les bras. Ils doivent parler à haute voix et exprimer leurs idées tout en sachant que lors des mouvements popu-

lares, ils doivent s'y intégrer comme simples citoyens. Bien sûr ils peuvent proposer des formes d'organisations autonomes.

- Quand on affirme qu'il s'agit seulement d'un *soulèvement*, et non d'une révolution, cela veut dire qu'on n'est pas arrivé à formuler des exigences claires pour une vraie démocratie, qui ne peut être que *directe*. Ce qui s'oppose à cela, c'est d'abord l'idée de l'assistance des institutions de l'État, qui sont toujours très présentes : les gens ont peur de l'inconnu. Il faut dire aussi que le despotisme de Ben Ali, la faillite des courants marxiste-léninistes ou arabisants et l'apathie politique qu'a connu notre société n'ont pas favorisé un climat d'échange de points de vue... Au contraire, tout ça a plutôt favorisé tous les discours réactionnaires et totalitaires. En l'absence d'une pratique politique démocratique, qui soutient et qui se nourrit d'une quête d'une pensée libre, les *soi-disant* intellectuels se sont repliés sur leurs idéologies sclérosées. Mais le soulèvement populaire a ouvert une brèche qui pourrait permettre le dépassement de cette situation. Bien sûr tout dépend de l'effort que les vrais partisans d'une démocratie radicale vont apporter à son élaboration.

Quelles sont les chances pour l'UGTT de récupérer effectivement le mouvement et de prendre véritablement la tête du pays ? Et quel serait le régime mis en place s'ils y arrivent effectivement ?

- L'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) est le seul organisme syndical reconnu en Tunisie et il a participé directement à la construction de l'État tunisien : beaucoup de ses cadres ont été des responsables et des ministres dans les différents gouvernements du pays depuis des décennies. Sa direction a été toujours un allié du pouvoir et a presque systématiquement soutenu ses choix économiques et sociaux. Son histoire est marquée par une *trahison totale* des aspirations des masses, qu'il s'agisse du soulèvement de Ksar Hellal en 1977-78 ou plus récemment de celui de la région minière de Gafsa en 2008 ou, bien entendu, de l'insurrection générale contre le despotisme de Ben Ali. Mais à partir du moment où cette direction a compris que Ben Ali était sur le point de tomber, elle a retourné son discours et a même appelé à la grève générale qui avait été déjà décidée et appliquée par les citoyens (l'information fut transmise par internet et des réseaux sociaux). Les staliniens ont alors compris que la direction de l'UGTT était dans l'embarras et ils ont sauté sur l'occasion pour transformer le cadre organisationnel comme marchepied pour le pouvoir.

Donc on peut dire que les intérêts ont convergé : la direction pour cacher leur trahison et les staliniens pour profiter du cadre de l'UGTT dans une visée conspiratrice. La lutte entre les différents clans du « Front du 14 janvier » a déjà commencé : par exemple, les nationalistes arabes ont attiré l'attention au fait que les chaînes de télévision n'ont permis qu'aux gauchistes de s'exprimer... Au fur et à mesure les militants de base découvrent les visées des soi-disant leaders du mouvement qui ont par exemple récemment déclaré qu'ils étaient pour un régime parlementaire tout en exigeant un gouvernement populaire, ce qui dévoile un double discours total. Et dans le même temps, tout le monde assiste à l'intégration des mouvements gauchistes dans le système... On va donc assister à des divisions au sein même de ces formations. Car il faut dire que le soulèvement populaire a franchi un pas vers la *rupture* avec le système ancien y compris le spectacle politique (pouvoir et opposants) auquel nous sommes conviés. Nous pensons que les idéologies gauchistes et intégristes ont perdu du terrain dans les têtes et qu'il incombe à chacun qui en est conscient de participer à leur faillite totale. D'ailleurs les gauchistes du 14 janvier nous ont interpellés pour nous demander les causes de notre refus d'adhérer à ce Front : c'est un signe évident de faiblesse. Nous constatons qu'ils veulent éviter toute critique fondée d'où qu'elle vienne.

- L'UGTT, l'équivalent de la CGT en France, a été fondée en 1946 et a toujours été une force politique. Je dirais même un *parti politique* et une composante de la *machine politique* de la bourgeoisie tunisienne. Depuis sa création, elle a participé activement à la lutte de libération nationale et la dimension revendicative a *toujours* été escamotée. Ce qui a prévalu a été l'aspect lutte de libération nationale et même la lutte armée à partir de 1952. On peut dire que le soulèvement qui se passe maintenant est comparable à celui de 52, qui a abouti à la création de formations de partisans qui ont pris le maquis et qui ont lutté contre les forces colonialistes les armes à la main, avant même le déclenchement de l'insurrection algérienne en 54. Donc il y avait un soulèvement populaire de masse en 52 et l'histoire a fait que le deuxième soulèvement depuis cette date est décembre-janvier 2011. Ces événements ne se produisant pas tous les jours...

- Le Front du 14 janvier a bien su utiliser le cadre de l'UGTT, il n'en a plus besoin. D'ailleurs, et dans le cadre de l'ouverture politique, un autre syndicat va être créé. L'UGTT est donc une organisation *agonisante*. Quant

à la récupération, c'est la bourgeoisie qui est la mieux placée pour la réaliser car en mettant fin à l'économie mafieuse de Ben Ali et sa famille qui gênait même les investisseurs étrangers, de nouveaux investisseurs vont arriver, et surtout dans les régions dites « non développées ». C'est d'ailleurs le programme même des stalinien ! Pour eux la solution au chômage, c'est la croissance et le développement !!! Dans leur programme économique on lit : axer sur l'industrie lourde, utilisation des techniques les plus avancées dans le domaine de l'agriculture y compris pesticides et semences à haut rendement (qui sont évidemment sous la main des cartels des semences !!!). Dans l'hypothèse d'une récupération stalinienne et baasiste du mouvement, à laquelle je ne crois pas, on assisterait à la mise en place d'un pouvoir totalitaire, sanguinaire et bureaucratique qui ajouterait aux ingrédients stalinien d'autres nationalistes chauvins. Disons que ça serait inspiré autant d'Hitler que de Staline... Il ne faut pas se faire d'illusions.

On sait que la population tunisienne est une des plus laïques du monde arabe mais que la religion est un refuge face à la perte de sens du monde actuel. Comme dans tous les pays arabo-musulmans, les islamistes conquièrent peu à peu la rue, laissant le pouvoir aux États policiers ou militaires. Les islamistes tunisiens ont-ils participé à l'insurrection et comment la voient-ils ? Quels sont l'état de leur force aujourd'hui, leurs intentions et quelles sont leurs capacités de nuisance dans un avenir prévisible ?

- Nous pensons qu'ils sont *très* dangereux. Ils ont été absents du soulèvement, sauf le dernier jour où ils ont tenté une manœuvre de récupération, à travers l'instrumentalisation des martyrs, mais sans succès. Leur tactique aujourd'hui est de participer mais de manière *invisible*. Dans les faits, ils ont infiltrés plusieurs quartiers populaires de Tunis. Le leader du parti intégriste Ennahdha va regagner Tunis et il pense restructurer le courant pour laisser la place aux nouvelles générations. Ils ont donc un agenda secret : ils ne se présentent pas immédiatement mais se préparent pour les prochaines élections. Ils sont là, ils sont prêts. Quand les autres seront essouffés, ils vont monter à l'assaut. D'autant plus qu'on sent que Khadafi s'allie avec eux : c'est une magouille, évidemment, il n'est pas intégriste, mais il pratique la politique de la *terre brûlée* car il a très peur pour son pouvoir : le résultat de ce soulèvement tunisien est qu'il a une ampleur internationale et il est le premier à craindre que l'exemple chez nous soit suivi chez lui. Il

Il y a déjà des petites manifestations en Libye et il a limogé quelques officiers de l'armée - soi-disant pour corruption... Alors il est terriblement gêné : la meilleure chose à faire pour lui est donc de créer l'anarchie, le *chaos*, et pour ça il faut qu'il soutienne les Frères musulmans. D'ailleurs Ghannouchi, le leader des intégristes tunisiens [à ne pas confondre avec son homonyme Premier ministre], a déclaré qu'il apprécie la position de Khadafi, qui était contre le mouvement depuis le départ. Nous pensons donc qu'il y a une alliance *objective* entre le gouvernement libyen et les intégristes, et que c'est un grand danger.

- Aujourd'hui, quatre partis islamistes ont demandé leur légalisation en Tunisie : leurs leaders sont tous des anciens dirigeants du mouvement intégriste Ennahdha et des divergences importantes les séparent. Le défi intégriste est réel mais pas immédiat et l'islamisation (la mode du port du Hijab par exemple) n'a jusqu'ici pas été politique en Tunisie. La majorité des femmes qui portent le Hijab, par exemple, affirment qu'elles ne voteront pas pour Ennahdha car elles considèrent que celle-ci est foncièrement contre les droits des femmes.

- Ce qui soulage un peu, c'est que la nouvelle génération, disons les 15 – 25 ans, n'a pas vécu la montée de l'islamisme des années 80, donc elle est quand même un peu vaccinée contre l'intégrisme, même si rien n'est certain. On sent d'ailleurs que les gens, dans les comités de quartiers, ont déjà peur de l'arrivée de l'intégrisme, de l'arrivée de Ghannouchi. Et cette même génération n'a pas vécue non plus les ravages de la montée du gauchisme. C'est donc, en quelque sorte une génération vierge de ces idéologies-là, elle n'a pas été *contaminée*. Bon, tout cela n'empêche pas que les intégristes veulent reprendre les choses en mains, même si ce n'est pas pour demain. Il faut donc rester très vigilant. D'autant plus que les gauchistes sont en train de faire des alliances avec ces gens-là, et ça c'est le plus dangereux. Par exemple, lors de la réunion de tous les partis qui a eu lieu récemment, il y avait aussi des *représentants* des intégristes : on a donc dans la même salle des trotskystes, des staliniens, des islamistes, etc. C'est vraiment incompréhensible pour nous, des gens qui s'allient de la sorte.... C'est comme chez vous : vous, vous avez les islamo-gauchistes, nous on a aussi ces alliances, mais avec toutes les nuances, les degrés différents d'un groupe à un autre. De toutes les façons, d'ici dix ans ils ne représenteront pas un danger. C'est une menace évidente et lourde, mais pas immédiate.

On constate que la vie politique tunisienne post-insurrection est monopolisée par des organisations politiques qui allient toutes selon des proportions variables des doses de nationalisme arabe, de baasisme, de gauchisme et d'islamisme... Pourquoi de tels mélanges baroques ? Leurs compromis avec l'intégrisme particulièrement est-il de l'opportunisme ou un reste d'empreinte religieuse traditionnelle ?

- Les intégristes ont adopté le jargon gauchiste et les gauchistes se veulent les champions de la défense d'une identité pure, sachant que l'identité arabe a comme base l'Islam : car il ne faut pas oublier que c'est à travers l'Islam qu'on est devenu arabes... Il n'y a pas vraiment de compromis entre les gauchistes et les intégristes mais ce sont deux aspects d'une *même* idéologie qui se base sur une référence unique et qui s'attache à des guides, qu'il s'agisse de Syed Kotb pour les intégristes [premier théoricien islamiste des Frères musulmans, exécuté en 1966] ou de Trotsky, Lénine, Staline, ou Che Guevara pour les autres... Nous sommes une société qui *n'a pas rompu* avec l'idée du leader et du guide spirituel...

Mais le soulèvement actuel est un pas vers la rupture avec ces idéologies, dans la population en tous cas et c'est ce qui est important. D'ailleurs, la majorité des Tunisiens sont convaincus que « *notre révolution est celle du peuple et on ne veut pas qu'elle soit récupérée par qui que ce soit* ». Et parmi les slogans du soulèvement, il y a : « *Ni cellules destouriennes, ni partis politiques, c'est la révolution des jeunes* ».

On sait que l'occident est devenu le modèle incontestable pour le monde entier, mais les soulèvements arabes peuvent-ils ouvrir à un avenir qui ne soit pas calqué sur le mode de développement suicidaire de l'occident ?

- On ne peut rien prédire mais ce qui est sûr c'est que la population n'acceptera plus les types de relation qui ont prévalu dans le passé. L'UGTT promet aux habitants des régions intérieures l'arrivée d'investisseurs étrangers et chante que l'avenir sera radieux : des usines de câbles pour les voitures américaines destinées à l'exportation ! Quel développement ! Mais la population se fout de ces promesses. Dans les milieux politiques et financiers, on lance le mot d'ordre : « *Invest in Democracy* ». Voici une forme inédite de récupération : Vous voulez du travail ? On vous le ramènera sous forme d'entreprises de sous-traitance qui produiront pour le marché mon-

dial... La bourgeoisie n'a qu'un seul projet : jouer l'intermédiaire entre la population et le capital étranger.

- Quand on discute avec certains gauchistes, ici, on leur dit qu'il faut toujours analyser le mouvement dans son contexte régional, national, international et aussi géopolitique. On sait très bien que *même* si on était dans une situation révolutionnaire, comme ils le croient, le capitalisme mondial empêcherait tout changement radical. Donc il faut voir les choses avec leurs limites et travailler sur le long terme, en renforçant les acquis qui sont les nôtres aujourd'hui, etc. Les événements en Égypte témoignent de l'influence de l'insurrection ici, qui a des échos comme en Algérie où c'est plus limité ou même en Albanie, notre petite sœur cadette... Et pourquoi pas de là à l'Italie, on ne peut pas savoir...

- De toute façon, il faut travailler sur le fond, en maintenant nos positions. Il y a encore beaucoup de choses à faire.

Présentation

Ces entretiens ont été menés courant mars en Tunisie, soit à peu près deux mois après la période insurrectionnelle qui s'est close par la fuite précipitée de Ben Ali. Nous sommes alors dans un moment de retour à la normale : les entreprises entreprennent, les administrations administrent et les écoles rouvrent leurs portes depuis une semaine.

Ces entretiens concernent deux salariées de l'enseignement. Nous avons tenu à nous concentrer sur ce milieu particulièrement révélateur de l'état de la société tunisienne et de son avenir : la participation importante de la jeunesse, et notamment des diplômés chômeurs dans ce soulèvement, met en cause un système éducatif tunisien qui ne tient plus ses promesses et ne génère, particulièrement auprès des classes populaires, que désespoir et rêves d'exil.

A entendre les propos de ces éducatrices et hormis le fait que l'école tunisienne soit rongée par la corruption, le flicage et le clientélisme à un degré inimaginable, ses tares ressemblent de manière frappante à celles de l'école française : on déplorera ici la présence d'un chef d'établissement bureaucrate et borné, le non-sens et l'absurdité des programmes, les initiatives plombées, les tracasseries diverses auxquelles l'enseignant motivé se cogne jusqu'à rentrer dans le moule, par épuisement ou résignation, l'absence de projet fédérateur au sein des « communautés éducatives », l'absence d'espace de parole et de décision réelle pour les élèves, etc. Et surtout un travail dont le sens échappe de plus en plus.

L'insurrection tunisienne a délié les langues et ôté la peur... Les propos qui suivent rappellent, en France, un certain mois de Mai...

Deux choses nous semblent particulièrement saillantes.

D'abord la maturité à peine croyable de ces lycéens qui auto-organisent leur lutte de façon déterminée et non-violente, et apparemment dans l'isolement le plus total : ni les enseignants, ni les grévistes d'autres secteurs, et encore moins les étudiants, ne s'impliquent de quelque manière que se soit aux côtés de ces élèves en lutte. Leurs revendications et modes d'action rejoignent pourtant largement ceux qui se sont répandus dans le pays depuis deux mois. Mais, ceci expliquant peut-être cela, ces lycéens dépassent largement la simple posture anti-autoritaire : sans attendre que la justice se fasse d'en haut, ils transforment eux-mêmes leur réalité, à leur échelle. Ils montrent à la face du monde que le mouvement « *Dégage !* » qui vise les responsables hiérarchique peut s'inscrire naturellement dans une recherche d'autonomie qui redonne au terme « démocratie » son sens originel, le gouvernement par le peuple.

Mais, à la fois en contradiction et en continuité avec ce qui précède, ils sont aussi en proie à un désespoir croissant, malgré la chute de la dictature et les relatifs succès de leurs combats : cette même jeunesse, pour qui les seules conséquences tangibles de l'insurrection sont le déficit de surveillance des côtes et la baisse de tarifs des passeurs de clandestins, n'aspire qu'à fuir le pays.

Transformer le monde sans rien attendre des « grands » qui le dominent – fuir le monde vers des horizons plus ou moins virtuels : entre ces deux postures, il y a toute l'histoire tragique du XXe siècle, que la jeunesse tunisienne condense incroyablement. C'est en son sein, aussi, que se décide maintenant le sens des « révolutions arabes » : la reproduction des impasses d'un siècle qui n'en finit pas de mourir ou l'ouverture, sans doute timide mais salvatrice, d'une époque radicalement nouvelle.

La lutte en classe

N. est tunisienne, enseignante en Tunisie, a la cinquantaine et enseigne dans un lycée secondaire avec un effectif important d'élèves, avec en charge cinq classes qui préparent le bac.

Est-ce que, quelques mois avant la chute du régime de Ben Ali, tu as senti des choses chez les élèves, au niveau de leur envie de s'exprimer, etc. ?

Ils étaient plus violents... quand les élèves voulaient s'exprimer, on aurait dit que quelque chose allait éclater d'eux. On dirait une explosion...

Depuis combien de temps tu as remarqué ça ?

Au début de l'année, surtout quand il y avait les manifestations en Tunisie, au sud, etc. Mais durant les événements, depuis le 14 janvier, c'est un peu l'anarchie au lycée, il n'y a pas d'ordre, il n'y a pas de respect. Mais maintenant, on commence un peu, petit à petit, à gagner cet ordre et cette discipline, parce qu'on ne peut pas enseigner sans ça. Surtout le respect. On doit imposer le respect, on ne peut pas enseigner sans respect. C'est-à-dire, les élèves, ils sont libres de s'exprimer, mais il y a des limites. Comme le professeur doit respecter les élèves, les élèves doivent respecter le professeur, le lycée, la salle de classe, la leçon, même si l'élève n'aime pas la matière. C'est ce que j'ai toujours dit à mes élèves : "*même si tu n'aimes pas ma matière, ou moi-même le professeur, tu dois respecter l'encadrement, ce cadre, c'est-à-dire cette salle de classe, la leçon, tu apportes tes affaires, ton livre, ton cahier, et tu écris, même si tu ne comprends pas, tu notes la leçon...*" » Ça ce n'est pas nouveau, je prenais le temps de discuter avec eux surtout avec ceux qui posaient problèmes, je prenais le temps quand même de leur rappeler le cadre, les limites...

Mais heureusement depuis la révolution, même si les élèves sont très agités, il y a de grands changements : Avant, par exemple, on n'entendait pas l'avis des élèves à propos des programmes qu'on enseignait, c'est-à-dire que les élèves acceptaient l'ordre, mais on ne savait pas si c'était accep-

table pour eux, ou si c'était par obligation, c'est-à-dire qu'ils étaient obligés, d'exécuter tous les ordres. Mais heureusement la révolution a changé beaucoup de choses, c'est-à-dire les élèves veulent s'exprimer et donner leur avis sur tout. Ils se défoulent maintenant, et vraiment, on ne s'attendait pas à ce que les élèves fassent des choses pareilles, disent des choses pareilles, s'expriment librement, disent ce qu'ils veulent, etc. Nous, comme professeurs, au début, on était choqués, parce qu'on ne s'attendait pas aux réponses, aux avis, aux pensées des élèves. Mais après, petit à petit, on a compris que les élèves avaient un point de vue, une personnalité, une façon de s'exprimer... Les élèves, maintenant, veulent tout changer. Par exemple, ils sont contre le rythme scolaire, trop lourd pour eux, parce qu'en Tunisie on travaille de huit heures à midi, puis de deux heures à six heures, parfois de huit heures à une heure, c'est-à-dire, à la file, sans arrêt... Et on n'a pas de cantine...

Donc les élèves rentrent chez eux pendant la pause de une heure à deux heures ?

Ils rentrent chez eux. C'est-à-dire, parfois tu enseignes de midi à une heure. Les élèves sont en classe depuis huit heures jusqu'à une heure. Imagine. De midi à une heure, comment l'élève va venir en classe, comment il va gérer la leçon, comment il va jouir de la leçon ? Il vient à ce cours fatigué, il en a marre, il veut rentrer chez lui, il a faim et tout... Imagine, un professeur, enseigner à des élèves qui arrivent à cette heure là, exténués et sans aucune motivation pour apprendre ; ça, c'est vraiment un problème et pour le professeur et pour l'élève et ça crée l'indiscipline, ça crée des élèves qui veulent perturber la classe.

Donc aujourd'hui les élèves revendiquent un changement d'horaire dans ton lycée ?

Oui, depuis la chute du régime, ils ne veulent plus étudier de midi à une heure. Ils veulent un mi-temps, c'est-à-dire étudier de huit heures à trois heures, avec une coupure d'une heure pour manger. Comme le régime anglais ou n'importe où.

Mais les élèves ne demandent pas que cela ; ils demandent beaucoup de choses, je ne sais pas, ils veulent changer même les matières qu'on enseigne. Il y a des matières qu'ils ne veulent plus apprendre. Le contenu des programmes, aussi. Ils en critiquent les contenus.

Ces revendications, ils les expriment où, et comment ?

Au lycée. Ils ont fait une élection. C'est-à-dire que chaque classe a élu un élève qui va représenter toute la classe et ils choisissent un élève qui sait parler, c'est-à-dire qui a une force de caractère, qui sait s'exprimer, et parler au nom de la classe.

Et ces élections de délégués, ce sont les élèves qui les ont organisées ?

Oui, pour la première fois, les élèves ont pris l'initiative d'organiser des élections. En fait, les élèves ont demandé un vote pour élire parmi eux un représentant, ils ont arrêté les cours pendant toute une journée et organisé spontanément leur élection ; Il y a deux semaines environ, ils ont arrêté les cours... Ce ne sont pas les professeurs mais ce sont les élèves qui ont décidé de suspendre les cours et de faire des élections ; pour chaque classe, ils ont élu un représentant ; et cet élève, c'est le porte-parole de la classe auprès de l'administration. Les élèves ont aussi écrit leurs revendications sur un papier, ils l'ont présenté au directeur. ...

Et aussi, c'est politisé, le mouvement des élèves. C'est très politisé. Parce que la première demande des élèves, c'est de changer le proviseur. Parce que le proviseur appartenait au RCD, le parti politique dominant, le parti de Ben Ali. Ils veulent changer le proviseur parce qu'il appartenait à ce parti... Et même, j'ai entendu des slogans comme « *A bas le RCD, A bas le proviseur !* », etc.

A part le fait qu'il soit au RCD, pourquoi est-ce qu'ils ne voulaient plus de ce proviseur ?

Ils disent qu'ils ont des documents contre lui, qu'il aurait utilisé pour lui, c'est-à-dire détourné, des fonds donnés par le Ministère de l'Éducation pour le lycée, c'est-à-dire, pour les fournitures, améliorer même l'infrastructure du lycée, etc. C'est ce que j'ai entendu dire, je ne sais pas si c'est vrai ou non.

Donc les élèves auraient fait des recherches sur lui ?

Oui, ils ont fait des recherches documentées... Quand je leur ai demandé « *comment savez-vous ça ?* », ils m'ont répondu : « *Oui Madame, on sait beaucoup de choses sur lui. On a même des documents* »...

Donc ils ont trouvé des documents qui disent que le proviseur détournait l'argent du lycée ?

Oui, oui. Mais il est resté, le proviseur. Ils ne l'ont pas changé, je ne sais pas pourquoi. Bon, maintenant, il a ouvert le dialogue avec les élèves. Il devient plus ouvert. Avant, il refusait de recevoir les élèves, et maintenant, il a ouvert son bureau, son cœur si on peut dire, pour écouter les élèves, pour trouver des solutions aux problèmes des élèves, pour les calmer... Par exemple, moi j'ai une heure le jeudi de midi à une heure avec une classe de Première. Ils ont trouvé une heure le mardi de deux heures à trois heures où je ne travaille pas. On a donc déplacé l'heure. Je ne travaille plus de midi à une heure le jeudi, mais le mardi de deux heures à trois heures. C'est une solution qui convient à tous.

Est-ce que les élèves avaient déjà demandé à changer ces horaires avant la révolution ?

Ah oui, aussi bien les professeurs que les élèves et depuis des années. Mais ils n'écoutaient pas les gens, l'administration n'écoutait pas. Simple-ment, parce qu'il y a le proviseur qui domine le lycée, qui dirige le lycée à sa façon et qui ne voulait rien changer.

Et après la révolution, les élèves ont-ils obtenu des réponses à leurs revendications, notamment par rapport à l'emploi du temps ?

Quelques réponses. Un peu l'emploi du temps. Parce que même l'administration, logiquement, l'administration ne peut pas changer tout. Peut-être le changement aura lieu l'année prochaine. On a essayé d'expliquer ça aux élèves, même si on est contre l'administration, parce qu'il y a des choses, il faut être logique, comme je te disais par rapport aux horaires trop lourds, et les victimes c'étaient le professeur et les élèves. Comment enseigner à un élève de cinq heures à six heures quand il a commencé depuis huit heures du matin. Comment fais tu pour faire ta leçon à un élève épuisé en fin de journée ? Pendant les événements, ils refusaient par exemple d'assister de midi à une heure au cours. Beaucoup de classes ont quitté la classe de midi à une heure. Pendant à peu près deux ou trois semaines, les cours de midi à une heure, il n'y a pas de classe. On sort. Tous les cours ont été désertés par les élèves. Mais maintenant, petit à petit, ils reviennent. Parce qu'il y a la discipline aussi qui revient. L'administration veut s'imposer, veut imposer la discipline.

Est-ce que tu as remarqué des changements dans les relations élèves-professeurs ?

Oui, les élèves deviennent plus forts. Ils sentent qu'ils ont plus de pouvoir, qu'ils ont le courage et la liberté de s'exprimer, de dire que ce professeur est bon et l'autre n'est pas bon. Ils ont écrit même "dégage" pour certains professeurs. Mais je crois que c'est mal orienté, ici, la révolution. Et c'est pour cela que beaucoup de professeurs ont discuté avec les élèves, ils ont essayé d'expliquer qu'est-ce que c'est la révolution, les limites de chacun, c'est-à-dire si je suis libre, ça ne veut pas dire que je dois vous abuser, mais je dois respecter ta liberté et tu dois respecter ma liberté. Donc on a essayé, tout le monde, je crois que c'est tout le monde, beaucoup de professeurs, on a passé un temps fou avec les élèves à discuter. On enseigne plus depuis, mais on discute, on débat beaucoup.

Depuis la révolution, vous ne faites plus cours et vous discutez beaucoup ?

Oui, c'est-à-dire, au début, on ne faisait plus cours car il n'y avait plus ou très peu d'élèves, parce que beaucoup d'élèves s'enfuyaient du lycée ; ils ne voulaient plus étudier, ils étaient distraits, ils avaient du mal à se concentrer sur les leçons, préoccupés par la révolution, par le changement, par le RCD, par le gouvernement provisoire, etc. Il y avait beaucoup de problèmes et il fallait discuter.

Pour toi, qu'est-ce qui a le plus changé dans ton travail ?

Je crois que c'est la relation entre élèves et professeurs, c'est-à-dire maintenant on ne peut pas faire ce qu'on veut avec les élèves. Tu trouves toujours une réaction, une attitude. Ce n'est pas comme avant. Par exemple, je veux faire un test aux élèves. J'impose la date, sans tenir compte de rien, à peu près tous mes collègues fonctionnaient comme cela. Mais maintenant, si tu donnes une date, ce sont eux qui décident, ce n'est pas toi qui décides toute seule. J'ai une classe de terminal par exemple, avec qui j'ai fixé la date d'un test récemment : Je leur ai demandé "*quand est-ce que ça vous arrange ?*". Ils ont dit la semaine prochaine, et on a fixé une date ensemble. Avant, je fixais la date toute seule, en essayant au maximum que cela leur convienne... Mais cette fois-ci, c'est-à-dire là, j'ai carrément demandé leur avis. Alors qu'avant on avait une date donnée par l'administration, de telle date à telle date c'est les tests, et moi, je devais trou-

ver une date pour chacune de mes classes. La seule règle c'est qu'on ne pouvait pas donner de tests dans deux matières le même jour, c'était un test par matière et par jour et on s'arrangeait entre professeurs, mais demander l'avis des élèves, personne ne le faisait. Maintenant, moi je le fais...

C'est-à-dire que maintenant, les élèves décident avec vous de la date de leurs tests ?

Oui, et ils ont raison je crois, parce qu'il y a des professeurs aussi qui ne savent pas communiquer avec les élèves. C'est-à-dire, les élèves ne sont pas des êtres humains pour eux, ce sont des gens qui ne comprennent pas beaucoup de choses, ne sont pas mûrs, etc. Donc ils se conduisent avec eux de façon très autoritaire, et aux élèves d'obéir. Mais si le professeur devient mûr, comprend l'élève, tout s'arrange. D'après mon expérience, le dialogue, la discussion avec l'élève, connaître l'élève, ça aide beaucoup à améliorer la relation entre professeur et élève. Ce n'est pas une question de discipline, ce n'est pas de l'autoritarisme. Tu peux ne pas être très très autoritaire, mais tu peux t'imposer. T'imposer d'une autre façon. Mais même avant, j'essayais toujours d'avoir une relation avec mes élèves. J'essayais de trouver des dates de tests arrangeantes mais sans en discuter avec eux, je regardais leur emploi du temps j'essayais de voir avec les autres professeurs s'ils n'étaient pas trop chargés de devoirs, etc. Parce qu'après tout mon but, c'est quoi ? C'est de faire travailler l'élève, d'obtenir de bons résultats et avoir un bon test, une bonne note, etc. Je travaille comme ça depuis toujours, ce n'est pas nouveau pour moi. Ce n'est pas la révolution qui m'a apporté ça ; depuis toujours, j'essaie de trouver une date qui peut les satisfaire et me satisfaire aussi. Ça dépend de mon emploi du temps, et du leur. Ce n'est pas nouveau pour moi cela. Ce qui change c'est que maintenant on discute de tout avec la classe.

Ce qui est nouveau, ce que tu as l'air de dire, c'est que c'est possible de discuter maintenant plus ouvertement avec les élèves ?

Ah oui, c'est possible. Même moi, comme professeur, j'ai trouvé la liberté d'agir, plus de liberté de parler. Ce n'est pas comme avant. Même de revendiquer des choses qui ne vont pas, avec les emplois du temps ou les relations avec l'administration, etc.

Tu te sens plus libre aujourd'hui, en tant que professeur ?

Ce n'est pas moi, ce n'est pas seulement moi. Mais je crois que c'est le cas pour la majorité des gens. Beaucoup de gens, que ce soit les élèves, mais aussi les professeurs se sentent vraiment plus libre maintenant.

Et en classe, tu te sens plus libre aussi ? A l'intérieur de la classe, avec tes élèves ?

Absolument, oui, s'il y a quelque chose, on parle, politique ou n'importe quoi, on parle. J'ai découvert des élèves vraiment... j'avais un préjugé sur eux, d'après ma relation professeur-élève. Au début, je les voyais comme perturbateurs, comme des gens qui ne sont pas mûrs... Mais avec la révolution, j'ai découvert qu'ils sont très bien. Ils ont un point de vue dans la vie ; j'ai remarqué que beaucoup d'élèves qui étaient meneurs du mouvement dans le lycée n'étaient pas excellents en cours, n'étaient pas bons scolairement, pas bons dans les études. Mais j'ai découvert qu'ils sont excellents et intelligents dans d'autres domaines. Vraiment j'ai trouvé des élèves... des hommes comme on dit, au vrai sens du terme ; des hommes... avec une force de caractère, avec un esprit de dirigeants, ils veulent diriger le groupe, et le représenter, être des leaders, des meneurs dans le lycée, et la plupart d'entre eux, je ne sais pas si c'est le cas de tous, mais la majorité des meneurs que je connais ne sont pas des élèves brillants, ça c'est sûr mais en plus ont des conditions de vie difficiles ; il y a des élèves meneurs qui ont des problèmes familiaux, que ce soit le père absent, que ce soient les parents divorcés, que ce soit qu'il n'y a pas d'entente entre le père, la mère et les enfants, ou bien il n'y a pas de contrôle ou d'entente entre eux. Peut-être que tout cela a créé chez ces élèves une révolte contre tout. Et puis, j'ai découvert aussi le sentiment de solidarité entre élèves. Par exemple, les élèves ne veulent pas ce cours, n'aiment pas le professeur, n'aiment pas assister à ce cours, ils s'unissent tous et s'absentent tous de ce cours, toute la classe est absente, et tu sens la solidarité entre le bon élève et le mauvais élève. Alors toute la classe s'absente. Toute la classe. C'est arrivé souvent, mais maintenant moins ; parce qu'il doit y avoir une autorité, parce qu'ils doivent étudier.

Et est-ce qu'il y a des élèves qui étaient en conflit avec d'autres élèves, par rapport à justement cette heure qui sautait, ou d'autres choses ?

Peut-être que cela a créé des tensions entre les élèves. Mais moi, je n'ai pas vu. Mais je sens. Je sens qu'il y a quelque chose. C'est-à-dire il y a des élèves qui veulent entrer et assister aux cours et des élèves qui refusent. Alors peut-être qu'ils se battent ailleurs, mais pas dans la classe. Je sens ça. J'ai senti ça chez mes élèves. Mais je n'ai pas vu de bagarres ; au fond de moi-même, je sais qu'il y a des tensions entre eux. Parce qu'après quelques mois comme ça avec les cours perturbés, etc., je crois que je comprends les élèves. Je sais qui veut étudier et qui ne veut pas étudier et en profite un peu. Même si leurs revendications ne sont pas satisfaites tout de suite, ils doivent attendre la rentrée et voir les changements, les modifications qu'il y aura j'espère en tout cas.

Donc tu penses que l'année prochaine, le fonctionnement du lycée sera complètement modifié ?

Ah, oui. J'espère bien. Ah, j'espère bien.

Les filles participaient aux mouvements sur le lycée ?

Oui. Des filles, il y en avait beaucoup. Elles ont un caractère aussi. Ce ne sont pas des élèves qui aiment seulement les études et l'éducation, non. C'est-à-dire qu'elles ont un autre côté, elles ont un autre côté de la vie, un autre point de vue de la vie, ce n'est pas seulement les études. Dans les manifestations elles étaient très présentes, et même elles criaient des slogans, brandissaient des pancartes, même les filles voilées. Il y avait vraiment tout le monde, tout le monde. Tout le monde sans exception. Tout le monde. Mais il n'y avait pas de violence, il n'y a pas eu de dégâts matériels, il n'y a rien eu. Ils criaient, ils chantaient dans la cour, surtout à dix heures et à quatre heures parce qu'il y a la pause et c'est tout. Ils étaient plutôt pacifiques dans leur façon de manifester ; ils respectaient tout le monde. Vraiment, j'ai vu des choses à l'extérieur mille fois mieux qu'à l'intérieur de la classe. C'est-à-dire les élèves s'exprimaient librement et correctement. J'ai trouvé que les élèves avaient bien conscience de ce qui se passait en Tunisie, que ce soit politiquement, socialement, économiquement. Et ils n'avaient pas la tentation de casser... Ils s'exprimaient pacifiquement, sans violence. Et même quand les manifestations se déroulaient au sein du lycée, c'était dans la cour, sans s'approcher des salles de classe. Même si on était là, devant la classe. Mais les élèves n'ont rien touché ni les professeurs, ni les salles de classe, ni les vitrines, non, rien.

Il n'y avait ni dégradations, ni bagarres... ?

Ni bagarres, ni rien du tout.

Quand tu dis qu'ils deviennent plus violents, ça veut dire quoi ?

Violents, plus violents dans le sens où : ils bavardent plus dans la classe, par exemple. Ce n'est pas violents ils cassent ou... Non, non, mais il y a du chahut. C'est-à-dire, même la façon qu'ils ont de vous répondre devient agressive.

Ce n'est pas de la violence physique ?

Non, non, pas du tout, mais ils deviennent plus agressifs. Ce n'est pas comme avant. Peut-être que ça va changer avec le temps, mais en ce moment c'est un peu difficile, on fatigue... On est fatigués, tout le monde. En plus, c'est la fin du trimestre aussi ; normalement, on a les examens, à cette période de l'année. Mais ce trimestre, on n'a pas d'examens ; cette année, il n'y aura des notes qu'au premier trimestre et au troisième trimestre, parce que les élèves n'ont pas étudié beaucoup de choses.

Des manifestations avaient lieu dans la cour du lycée ?

Dans la cour du lycée même, les élèves seuls manifestaient. Mais deux fois, on est sortis du lycée, professeurs et élèves, jusqu'au centre-ville. Moi j'y étais deux fois, avec des pancartes sur du papier seulement, ce n'était pas bien préparé, mais on avait des pancartes avec des slogans et on manifestait aux côtés des élèves. Les slogans disaient « *Get out, dégage, RCD out ...* » C'est-à-dire les slogans qu'on a vus dans les rues de Tunis, partout en Tunisie. Ce n'est pas seulement ici, mais partout dans le pays. Ce sont les mêmes slogans, et j'ai remarqué qu'il y avait une unité extraordinaire entre les gens, entre enseignants, élèves, même des travailleurs, tout le monde. Des avocats, tout le monde était là lors des manifestations en centre-ville.

Et les parents, ils ont participé à ces manifestations ?

Je ne sais pas, je n'en ai pas vu, en tout cas. Mais ici, ce n'est pas comme la France ou l'Angleterre. C'est-à-dire, il n'y a pas d'association parents-professeurs ou des rencontres comme en France entre les deux, il n'y a pas

trop de relations parents/professeurs... Les parents viennent seulement s'il y a un problème de discipline, ou bien si un professeur a un problème avec un élève. Il peut alors demander à voir les parents pour discuter, etc. Et les parents ne sont pas tous les mêmes. Il y a des gens qui donnent tort au professeur, les autres à leurs enfants...

Est-ce qu'entre vous, professeurs, les relations ont changé ?

On discute plus, on est plus ouverts, parce qu'avant on avait peur de l'autre, toujours peur de l'autre. Mais maintenant, on parle de la même chose, on a les mêmes problèmes avec les élèves, c'est-à-dire la même attitude, on écoutait les informations, on réagissait aux informations, on en discutait... Cette révolution nous permet de discuter plus, de débattre et de nous connaître plus. Tu sais ici, parfois tu passes une année sans connaître ton collègue, juste son visage, et ce qu'il enseigne et c'est tout ; mais maintenant, on se connaît plus, plus profondément. On ne fait pas de réunions, mais à dix heures et à huit heures, on se voit en salle des professeurs. On se voit plus, on discute ; avant, personne n'osait parler à personne ; on avait peur, on se disait : *« peut-être que j'ai dit quelque chose concernant la politique et puis j'aurais des problèmes »*, ou quelque chose comme ça, mais maintenant, on n'a plus peur. Il y a une chose positive vraiment c'est qu'on n'a plus peur.

Est-ce que toi personnellement, tu vois ton métier autrement aujourd'hui, est-ce qu'il va changer aussi ?

Ah, oui, et depuis longtemps, je voulais changer beaucoup de choses dans le métier, parce que je voyais beaucoup d'injustice, même dans le contenu des livres qu'on utilise, ce n'est pas seulement, comme je t'ai dit, les horaires, la répartition des classes, les niveaux, le nombre d'élèves... J'espère bien qu'ils vont changer beaucoup de choses par rapport à cela ; par exemple, le nombre d'élèves. On espère bien avoir moins d'élèves dans la classe. Et puis dans la classe, tu ne trouves pas le même niveau. Il y a un décalage de niveau. Tu trouves les bons et les mauvais. Et là, c'est très pénible d'enseigner et de tenter de faire comprendre la leçon à tout le monde. J'espère bien qu'ils vont changer les horaires aussi, les emplois du temps, et qu'élèves et enseignants seront plus à l'aise pour travailler alors ; Mais, même au niveau des programmes, ils doivent changer. Choisir des thèmes, des leçons plus motivantes pour l'élève. Des livres mieux fait, plus riches. Changer les programmes, ça, c'est très important, parce que si la leçon ou

le thème n'est pas intéressant, n'est pas motivant, comment motiver l'élève ?

Et toi, tu as déjà des idées de thèmes que tu aurais envie de mettre en place avec les élèves ?

Je n'ai pas beaucoup de thèmes, mais je voudrais bien enseigner des thèmes plus intéressants, plus proches de l'élève, de leur pays, de leurs traditions, et leur apprendre à s'exprimer mais sur des choses qui les concerne, plus proche d'eux.

On enseigne beaucoup de langues étrangères, la civilisation des autres pays, les expériences d'autrui, etc. Je crois qu'il faut enrichir les programmes, trouver des thèmes plus intéressants, informer, cultiver et instruire l'élève réellement, ce n'est pas bourrer son crâne avec beaucoup d'informations futiles.

C'est-à-dire les programmes, là, tels qu'ils sont faits, c'est du bourrage de crâne ?

Bon, déjà on reste sur les mêmes thèmes pendant trois, voir quatre ans en Langue par exemple, c'est parler du thème des vacances, pendant trois ou quatre ans. Trois-quatre ans, on dit la même chose, on fait la même chose, en deuxième année, en troisième année, en quatrième année... Par exemple, l'éducation traditionnelle... C'est la même chose. C'est-à-dire même les élèves en ont marre de ces thèmes, ils veulent autre chose. Ils en ont marre, et je les comprends, de traiter le même thème pendant trois ans. C'est-à-dire trois livres différents, trois niveaux différents, mais c'est le même thème qui se répète. Ils n'apprennent pas beaucoup de choses différentes, par exemple le racisme, par exemple, je ne sais pas, des sujets qui intéressent tout le monde, des sujets partagés par tout le monde.

J'espère que dans l'avenir, il y aura beaucoup de changements, des changements positifs, qui ont des effets positifs sur les programmes scolaires ; par exemple l'introduction dans les programmes de thématiques concernant la femme, le travail de la femme, je ne sais pas, le racisme dans le monde, le travail des enfants, les abus, pourquoi pas les abus contre les femmes dans le monde, les relations parents-enfants, pourquoi pas l'éducation et le chômage ; c'est-à-dire aborder et parler des problèmes qu'on vit en Tunisie maintenant, des problèmes vécus dans toutes les régions, que ce

soit intérieures ou côtières. Voire les problèmes des élèves, les problèmes c'est-à-dire réels, vécus, mais pas parler des vacances en Angleterre ou en Italie... Bref, des thèmes qui sont très loin de nous, vraiment qui ne sont pas motivants. Et pourquoi répéter les mêmes programmes ? Pourquoi pas, pour chaque niveau, on étudie quelque chose de différent et d'intéressant, pour tout le monde ?

Mais les élèves ne contestent pas seulement les thèmes, il y a des matières que les élèves n'aiment pas. Par exemple, instruction civique et instruction religieuse. Ils disent que ce n'est pas important. Maintenant les élèves me disent : « *Madame, ce n'est pas important d'apprendre l'Instruction civique* ».

Et pourquoi ils trouvent que ce n'est pas important, l'instruction civique ?

Ils m'ont dit que les sujets ne sont pas intéressants. On peut voir ça en histoire ou en géo. Ce n'est pas parce que ça existe qu'il faut l'enseigner, en faire une matière, c'est le point de vue des élèves sur certaines matières qui s'exprime de plus en plus. Aujourd'hui, ils veulent étudier par exemple, l'histoire, la géographie, les langues... Mais il y a beaucoup d'élèves qui ne veulent plus rien étudier... Bon, maintenant, c'est un peu l'anarchie, il n'y a pas de discipline dans la classe, c'est ça qui embête tous les professeurs, parce qu'il faut qu'il y ait une discipline, un ordre dans le lycée.

Cette période, on est très fatigués, tous les collègues, les enseignants, tous les enseignants, parce que les élèves deviennent plus violents, non contrôlés, non disciplinés. Donc il faut de la patience, du temps, du courage.

Peux-tu me dire ce que tu fais, quel est ton métier ?

Je suis conseillère d'orientation, j'ai en charge plusieurs établissements, des lycées essentiellement, et je travaille dans des zones défavorisées ; pour moi c'est vraiment un choix délibéré de travailler dans ce genre d'établissements, parce que je trouve que ces élèves-là, des zones pauvres, ont, d'une façon général, besoin d'écoute, d'accompagnement, d'informations et d'un encadrement un peu particulier, beaucoup plus que les élèves nantis ou disons qui ont plus de moyens. C'est pourquoi j'ai choisi essentiellement ces établissements.

Parmi les jeunes auprès desquels tu intervies, as-tu repéré des signes, des indices, annonciateurs de la chute du régime de Ben Ali ?

Sincèrement voir des signes précurseurs de la chute du régime de Ben Ali, je ne peux pas le prétendre clairement mais, de toute façon, la situation dans ces établissements-là était révélatrice d'un certain malaise au sein de la jeunesse, notamment quand on discute avec ces jeunes de leurs projets, des perspectives qu'ils se donnent ou de leur avenir... on sent un grand désespoir ; d'ailleurs beaucoup de ces jeunes dans ces établissements envisagent l'émigration clandestine, ne croient plus en l'école, ni aux diplômes. Les jeunes se plaignent de la situation d'injustice sociale qu'ils subissent, où on voit que c'est essentiellement la police ou disons les gens de la sûreté nationale qui ont une place dans la société, qui s'enrichissent très vite. Donc pour les élèves c'était ça aussi leur idéal : travailler chez le responsable local, chez le gouverneur disons travailler comme ils disent « pour El hakem » [El hakem : L'État], c'est-à-dire devenir eux mêmes des policiers. Et quand on leur demande pourquoi, ils répondent : « pour avoir une autorité, pour exercer à leur tour un pouvoir » ; parfois ils évoquent aussi un sentiment de revanche, parce que là ils peuvent à leur tour se venger des policiers qui sont injustes à leur égard et parfois les maltraitent.

Mais pour revenir à la situation des établissements scolaires, dans les

séances d'écoute que je mène, même les parents quand ils parlent de la situation de leur enfants, évoquent cette situation d'injustice sociale, expriment un sentiment d'oppression et d'inégalité sociale et notamment quand on parle d'échec ; souvent les parents expliquent l'échec scolaire de leurs enfants par un manque de moyens, ils ne peuvent pas, par exemple payer des cours particuliers à leurs enfants... A chaque fois que j'aborde la question de l'attention que ces parents doivent accorder à la scolarité de leurs enfants, de la nécessité d'un encadrement pédagogique auquel ils doivent prendre part... les parents pointent le manque de moyens comme cause principale de cet échec, parlent alors de leur manque d'argent pour financer des cours particuliers, etc. Cela s'entend, il y a une part de vérité dans ce qu'ils disent, mais je ne suis pas forcément d'accord, ce n'est pas uniquement une question de moyens... Mais de toute façon, ce qui est clair, c'est qu'il y avait une grande part d'exaspération et de désespoir, et chez les élèves et chez leurs parents - de là à y voir les signes de la chute du régime, je ne sais pas... A mon avis, personne ne voyait venir la chute de Ben Ali de façon aussi immédiate. Il y a eut des mouvements de protestation et des grèves un peu partout les années précédentes comme par exemple à Méthlaoui en 2008, mais dire que tout cela annonçait la fin du régime, on ne peut pas le prétendre.

Les élèves des lycées dans lesquels tu intervies, ont-ils participé au mouvement d'insurrection qui a conduit à la chute de Ben Ali ?

J'ai vu quelques élèves qui disent avoir participé aux manifestations et au sit-in de la Casbah¹⁰, à Tunis, mais je ne connais pas d'élèves, personnellement, qui ont participé à ce mouvement et sincèrement je n'ai pas posé la question aux élèves que je connais, car quand je suis revenue, après les événements, dans les établissements, il n'y a pas eu de reprise totale du travail et je n'ai pas eu de contact direct avec les élèves pour leur poser la question, mais je pense qu'ils y ont participé, car tous les élèves et les jeunes y étaient d'une façon ou d'une autre.

Nous sommes deux mois après la chute de Ben Ali et tu as repris le travail depuis quelques jours. Est-ce que sur ton lieu de travail il y a des choses qui ont changé déjà ?

¹⁰ Occupation de la place de la Casbah - où siège notamment le Premier ministre -du 27 janvier au 27 février, qui aboutira à la démission du Premier ministre sortant Mohamed Ghannouchi ainsi que de huit de ses ministres issus du RCD.

Ma première impression c'est que les choses n'ont pas changé. Personnellement, j'étais un peu déçue parce que dans cette effervescence, on était pris par la révolution et on s'imaginait que les choses seraient radicalement différentes après... Mais je pense que c'est un travail de longue haleine et de terrain, on ne change pas les mentalités du jour au lendemain, ce n'est pas parce qu'il y eut une révolution, ou qu'on entend le terme "révolution", que les gens sont devenus révolutionnaires ; et ça je l'ai senti, je l'ai vécu quand je suis revenue dans les établissements, c'était comme si les établissements étaient un peu en dehors de tout, c'est-à-dire qu'ils étaient un petit peu enfermés dans une sorte de bulle : le chef d'établissement se comportait toujours de la même façon, les enseignants avaient les mêmes rapports qu'avant avec les élèves... A mon retour dans un des lycées, je me suis adressé au chef d'établissement, d'ailleurs RCDiste, c'était au moment de l'annonce de la dissolution du RCD [*Rassemblement Constitutionnel Démocratique, parti de Ben Ali*], je lui ai demandé s'il avait fêté cet événement, il m'a répondu qu'il avait fêté avec ses enseignants comme il fêtait tout, comme d'habitude, qu'il avaient d'excellentes relations avec ses enseignants, que tout allait bien, comme s'il se justifiait un peu... C'est-à-dire que je n'ai pas senti réellement de changement par rapport à ce qui se faisait avant, par rapport à la gestion de l'école... Même chez les enseignants, comment dire... Je crois qu'ils sont réactionnaires dans leurs attitudes, pour eux on reprend les cours, on enseigne comme d'habitude...

Bon, quand même, pour ne pas généraliser, un seul établissement, parmi ceux où je travaille, a pris des initiatives suite à la chute de Ben Ali ; j'ai trouvé là un groupe d'enseignants qui essayaient de bouger, de faire des choses, d'imposer des choses par rapport au chef d'établissement ; il s'agit du lycée EP, qui est un établissement particulier car, là aussi, il y a des élèves candidats à l'émigration clandestine, et deux d'entre eux sont mort noyés, récemment. Là les enseignants ont réunis les élèves, organisés des actions citoyennes comme par exemple, nettoyer le lycée. Pour elles ce sont surtout des enseignantes, c'était un acte de solidarité et d'investissement dans la vie du lycée, elles ont également organisé une petite fête avec la participation de chanteurs engagés... Elles ont essayé aussi de pousser le chef d'établissement à mettre en place un club pour que les élèves puissent se réunir, s'exprimer et débattre ; et c'est dans cet établissement là aussi où ces mêmes enseignantes ont organisé, dès la reprise des cours, des débats et des discussions avec les élèves sur la révolution et la liberté.

Je crois que c'est une question de personnes, beaucoup plus que de structure ou d'institution, qui changent, qui sont en train de bouger. On ne peut pas généraliser, il y a certainement des choses qui se sont passées, ailleurs dans d'autres établissements. Mais en ce qui concerne les établissements où je travaille, il n'y a qu'un seul établissement où les enseignants veulent forcer la main au chef d'établissement pour gérer autrement le lycée. Mais je crois que ça va venir, ça prend du temps et c'est un changement qui doit venir de l'intérieur, c'est aux enseignants, à toute l'équipe éducative, de se remettre en question, de revoir un petit peu ses habitudes, ses comportements, ses relations avec les élèves...

Est-ce que cet établissement dont tu parles, où il y eut beaucoup d'initiatives de la part des enseignants après la chute de Ben Ali, se distinguait des autres avant le mouvement d'insurrection ?

Il se distinguait de part la personnalité des personnes qui y enseignent. Mais surtout le chef d'établissement de ce lycée est une personne qui ne s'intéresse absolument pas à la vie de l'école : pour lui, il est là, dans un laisser-aller total, où il gère plus ou moins les choses au quotidien sans aucun intérêt... Ce sont justement ces quelques enseignants qui, voyant l'absence d'investissement de leur proviseur, se sont mis à prendre en charge le lycée. Ils m'ont par exemple sollicitée, il y a quelques années, pour mettre en place un temps d'accompagnement scolaire pour les élèves en difficulté.

Pourquoi ces enseignantes avaient-elles autant envie de mettre des choses en place ?

Peut-être que ces enseignantes avaient sur le cœur de remédier aux difficultés des élèves, elles étaient totalement impliquées, elles voulaient faire bouger les choses parce qu'elles se sentaient concernées par les injustices que subissaient les élèves en difficulté. Elles ont ensuite profité de cette situation de révolution pour imposer des choses car, au niveau de la gestion centrale, il n'y a pas de contrôle et elles ont essayé de forcer la main à ce chef d'établissement ; il y a eut quand même une petite tension avec lui... Elles lui ont dit : *« c'est comme ça maintenant... »*. D'ailleurs le proviseur s'est adressé à l'une de ces enseignantes en lui demandant si c'était elle maintenant le chef d'établissement, et si les enseignants n'étaient pas en train de prendre sa place, ce à quoi elle a répondu : *« non on ne veut pas ta place mais, comme tu ne fais rien alors nous on agit, on bouge parce qu'il*

faut être dans l'air du temps ».

Beaucoup de chefs d'établissements étaient RCDistes, est-ce que comme beaucoup de RCDistes ayant des fonctions importantes, les chefs d'établissements étaient corrompus ?

Pas tous, mais cela existe même s'ils ne sont pas RCDistes. Ils pratiquent la corruption, trafiquent les notes, interviennent dans l'orientation en contactant des responsables du RCD pour placer des élèves contre de l'argent ou autre chose, il y a beaucoup de malversations... Et en ce moment, beaucoup d'entre eux sont limogés ou en cours de limogeage. Il y a d'ailleurs une liste qui circule avec les noms de ceux qui vont être remplacés, parce que trop c'est trop, ni les élèves ni les enseignants n'en veulent : ils veulent que ces chef d'établissement s'en aillent et ils leurs disent "dégage" comme d'autres l'ont dit dans la rue à d'autres responsables. Même quand il n'y a pas de corruption, il y a surtout de la mauvaise gestion, de l'incompétence et un désintérêt total de la vie des élèves, pour eux c'est une fonction dans laquelle ils gèrent leurs petits intérêts, c'est un poste tout simplement. Ce sont d'ailleurs des chef d'établissement qui n'ont généralement pas de formation à la pédagogie ou à la psychopédagogie, ni à la gestion d'un établissement ou à comment faire face aux situations de violence ou d'échec scolaire ; ils n'ont même pas de projet pédagogique, ils sont là tout simplement à gérer de la paperasse. Moi je dirais que par rapport à ces proviseurs-là, il faudrait penser à un autre mode de recrutement de ces gens-là : Soit qu'ils soient formés avec un concours sur dossier et une formation qui peut durer une année et, à partir de là les recruter, mais désigner un chef d'établissement parce qu'il est proche du pouvoir, c'est n'importe quoi... Et d'ailleurs l'une des raisons de la détérioration de l'enseignement et des établissements scolaires, ce sont les chefs d'établissements eux-mêmes, parce qu'il est supposé être un animateur, un médiateur, un manager... Quelqu'un qui essaie de réunir une équipe autour de lui et d'un projet, mais ils sont totalement incompétents et loin d'avoir ce profil-là.

Les chefs d'établissements ne passent pas de concours ?

Non, pas du tout, il y a des places vacantes annoncées, il y a quelques conditions, c'est-à-dire avoir une maîtrise et avoir occupé des fonctions administratives ou comme conseiller d'éducation, un peu d'ancienneté... et, évidemment, il faut être RCDiste ou très proche du pouvoir, s'aligner à la

politique du ministère ; d'ailleurs il y a des chefs d'établissements qui laissent complètement de côté tout ce qui est activités de l'institution, tout ce qui est pédagogie, etc. ... Leur travail c'est uniquement d'être en relation directe avec le délégué, le gouverneur, être à leur merci... Bref des activités de relation politique surtout, mais absolument pas pédagogiques. Juste après la révolution, quand il y a eu la reprise des cours, il y a eu une liste des indicateurs de tous bords... Et là on a découvert qu'il y avait dans cette liste des enseignants, mais aussi des chefs d'établissements, des conseillers d'éducation ainsi que ce qu'on appelle des censeurs qui sont des adjoints des chefs d'établissements... Ils ont pris la fuite, abandonné leur établissement et ne sont jamais revenu car ils avaient peur.

Qui a dressé cette liste ?

La liste, je ne sais pas qui l'a dressée, mais ce sont des informations qu'on peut trouver sur internet. Ces informations sont justes, car elles ont été confirmées par le syndicat de l'enseignement secondaire, ce syndicat a maintenant en sa possession une liste de chefs d'établissements qui vont être limogés et remplacés.

Parce qu'ils étaient des indicateurs ?

Parce qu'ils étaient soit des indicateurs, soit des personnes très corrompues, soit liés au régime de façon étroite. Alors là, ces personnes, on ne peut pas les garder... Il y a aussi des personnes qui avaient des comportements de mauvaise gestion de l'établissement, notamment des problèmes de morale car les relations qu'ils avaient à l'intérieur de l'établissement n'étaient pas du tout saines... On ne pouvait plus les garder. On dit que pour la capitale, Tunis par exemple, ils sont au moins une dizaine sur cette liste.

Ces chefs d'établissements étaient-ils connus comme indicateurs, etc., c'est-à-dire y avait-il des soupçons sur eux avant ?

Non, on ne les soupçonnait pas d'être des indicateurs : on savait qu'ils étaient de mèche avec le régime, avec le parti, mais être des indicateurs non ; d'ailleurs dans la région de l'Ariana, il y a un imam qui était aussi un chef d'établissement et il s'est avéré qu'il était également un indicateur...

Il était imam, chef d'établissement et indicateur ?

Oui, imam, chef d'établissement et sur la liste des indicateurs.

Ça arrive souvent qu'il y ait un chef d'établissement qui soit aussi imam ?

Oui, ça arrive. Pas souvent, mais ça arrive. En tous les cas celui-là, c'était son cas : il y a une interférence ou confusion de rôle, d'imam à chef d'établissement à RCDiste, je ne sais pas comment il faisait pour avoir un tel assemblage de rôles, de fonctions, de figures, de visages...

Ces chefs d'établissement ont-ils été contestés par les élèves ou est-ce que c'est surtout les enseignants qui les ont contestés, après la chute du régime de Ben Ali ?

Il y a des chefs d'établissement qui ont été contestés et par les enseignants et par les élèves. Il y en a certains qui ont même été malmenés par les élèves : ils leur ont barré la route, ne les ont pas laissé entrer dans les établissements, et puis ils sont sortis, sur cette expression de "Dégage ! Dégage !" dans des situations humiliantes.

Malmenés physiquement ?

Bon, les élèves les insultaient, leur criaient dessus... Bon, physiquement je ne dirais pas qu'ils ont été molestés, mais quand même il y avait une agressivité verbale vis-à-vis de ces chefs d'établissements-là...

Donc aujourd'hui en Tunisie, il y a quelques lycées qui n'ont plus de chef d'établissement ?

Oui, et même à l'intérieur du pays. Donc je crois que par rapport au syndicat ils sont en train de les remplacer ; j'étais au syndicat il y a deux semaines, et ils avaient cette liste-là, et pensaient à remplacer ces gens, donc je ne sais pas si ça a été fait, mais je ne pense pas qu'on va laisser les établissements longtemps comme ça, sans proviseur. Et d'ailleurs, dans le gouvernorat de Nabeul, il y a eu un chef d'établissement qui a été limogé de cette manière-là, et donc les enseignants se sont réunis et ils ont élu un proviseur parmi les enseignants qui se sont présentés, donc il y a eu l'élection d'un autre chef d'établissement en bonne et due forme, et c'est ce

qu'ils voulaient... D'ailleurs ça devrait se passer comme ça normalement, il devrait être élu, je crois qu'il vaudrait mieux qu'il y ait une gestion collégiale de l'établissement avec un conseil d'administration, qui représente tous les acteurs de l'établissement c'est-à-dire les enseignants, les ouvriers, les élèves... Et que ce dernier gère l'établissement, qu'il y ait un projet d'établissement, etc. ... On peut élire un président de ce conseil-là sans pour autant avoir un proviseur désigné par le ministère ; mais le système est trop centralisé, il y a le ministre, les directeurs généraux, le directeur régional de l'enseignement, puis le chef d'établissement - et ils sont tous désignés... Donc il faudrait qu'il y ait une nouvelle forme de recrutement et de gestion des établissements et donner plus d'autonomie, de cette manière-là, à chaque établissement car il y a des spécificités ; cela permettrait qu'il y ait plus de marge de manœuvre par rapport à la spécificité des situations de chaque établissement. Mais là, les chefs d'établissements, franchement, ils sont là tout simplement pour appliquer à la lettre les directives du ministère, sans aucune prise d'initiative, sans aucune réflexion... Si on peut changer cette manière de gérer, d'administrer les établissements, si elle est beaucoup plus participative, les résultats seraient meilleurs à bien des niveaux.

Et tu penses que ce sont des choses qui, dans un avenir plus ou moins proche, pourraient se faire ?

Ça devrait se faire et je crois que c'est une demande pressante et le syndicat devrait œuvrer dans ce sens-là, c'est-à-dire qu'il devrait négocier avec le ministère cette nouvelle forme de gestion et, entre parenthèse, cette idée de conseil d'administration ou pédagogique, c'était une proposition du ministère il y a quelques années, dans un contexte bien déterminé, qui voulait associer les associations mais aussi certains parents à la gestion de l'établissement, mais c'était envisagé dans une perspective de privatisation de l'institution scolaire plus que dans une perspective de direction participative et cela a été contesté et refusé alors par le syndicat de l'enseignement secondaire. Je crois que maintenant c'est le moment de revenir à cette idée-là et de profiter de la situation pour imposer ce qui a été refusé avant et intervenir comme ils le veulent avec des élections, etc.

L'autre problème qui se pose par rapport à cette gestion collective de l'établissement, c'est que malheureusement, les enseignants ne sont pas prêts à être à côté des élèves, car les élèves seraient dans ce cadre égale-

ment représentés dans le conseil d'administration. Les enseignants, entre parenthèses, réactionnaires comme ils sont à toute nouveauté, ont peur des élèves. Ils refusent que les élèves soient assis à leurs côtés, lors des conseils de classe par exemple. Il y a une peur injustifiée, car un élève préparé, qui est formé pour cela, c'est quelqu'un qui ne va pas divulguer les secrets d'un conseil de classe, il va apprendre à s'exprimer, à écouter, à échanger, à discuter, à prendre la parole... C'est très important en tant qu'apprentissage de la citoyenneté.

Les enseignants ont peur que les élèves siègent à leurs côtés dans les conseils ?

Oui, parce que pour eux, ils disent : *« non, quand même, on ne peut pas être à côté des élèves, nous enseignants, les élèves seront au courant de tout ce qu'on dit lors des conseils de classe ou d'orientation... »*

Il n'y a pas de délégués d'élèves dans les classes, ça n'existe pas ?

Non, malheureusement. Mais les élèves pensent à avoir des représentants et des syndicats d'élèves.

Ils le demandent, ça ?

Oui, pendant les événements ils ont eu cette revendication-là ; il y a eu un rassemblement national d'enseignants devant le ministère, contre le ministre qui n'avait pas au départ assaini, si on peut dire, le ministère, et des élèves étaient là parmi les enseignants en disant : *« enseignants / élèves on est ensemble, ce sont les mêmes revendications, et nous aussi nous voulons être représentés : on voudrait avoir un syndicat... »* ; ce qui est tout à fait légitime et important pour que les élèves puissent apprendre à être des citoyens, comme je le disais, la citoyenneté s'apprend en l'exerçant, c'est important qu'ils apprennent à élire un délégué, quelqu'un qui les représente, qui parle en leur noms... Cela n'existe pas dans nos écoles.

Des élèves demandent à ce qu'il y ait un syndicat d'élève pour les représenter. Est-ce qu'ils ont d'autres revendications ?

Oui, ils revendiquent une école juste, une école de la dignité, de l'égalité des chances, une école où il n'y a pas de corruption, donc c'est un peu les

mêmes revendications, globales, politiques, mais appliquées à l'école et essentiellement ils veulent une école populaire, une école pour tous, où il y a une vraie égalité des chances ; c'étaient les revendications des lycéens au moment de l'effervescence du mouvement. Mais passé ce moment là, on est plus maintenant dans une phase de réflexion et de restructuration ; peut-être qu'ils sont en train de s'organiser, mais à ma connaissance, je n'ai pas d'informations précises, mais je crois que ça va arriver ; je pense que c'est le cas dans des régions comme Sfax, où ils sont plus structurés, où il y a plus une tradition de lutte et d'organisation plus ancrée que dans les autres régions. Notamment, c'est de là qu'a émergé pour la première fois cette revendication de création d'un syndicat de lycéens, au début des années 80 : Entre 1980 et 1982, il y a eu un mouvement social des enseignants et, pendant ce mouvement-là, les élèves se sont regroupés et ont demandé un syndicat pour les élèves... Mais ça n'a pas marché alors, malheureusement.

Je crois qu'il faut donner la parole aux élèves, l'une des causes, si on peut dire, de la violence, ou du moins de l'agressivité dans les établissements, est liée au fait que les élèves n'ont aucun espace d'expression, mais alors là aucun, vraiment : Ils n'ont pas de vie scolaire où ils peuvent s'exprimer, échanger, donner leur avis et donc c'est aussi une des causes ou un des facteurs qui peut donner lieu à des violences, à de l'agressivité et aussi à une sorte de délinquance, car l'école est un espace vital où l'élève passe quasiment toute sa journée et passe une grande partie de sa vie, c'est un lieu de vie pour lui et d'apprentissage social, mais où il n'apprend pas grand-chose sur ce plan là, c'est un lieu de socialisation mais qui ne joue pas réellement ce rôle-là.

Le problème des diplômés chômeurs a-t-il contribué à discréditer l'école en Tunisie ?

Je crois que oui, c'est un des facteurs principaux qui a participé à discréditer l'école... En tant que conseillère d'orientation, lorsque vous échangez avec les jeunes sur leur avenir, leurs perspectives de métier, de diplôme... la réponse qui revient systématiquement, surtout dans ces zones pauvres-là, c'est "Tout ça pour quoi ?"... Ils citent alors l'exemple de personnes dans leur famille qui sont - comme on dit - maîtresards [*titulaires d'une maîtrise - terme consacré en Tunisie*] ou diplômés, mais qui n'ont pas de travail, qui sont au chômage depuis parfois des années... Ces derniers ne croient plus en l'école comme moyen de mobilité sociale, comme ils disent : "*Tikra*

oula ma tikrache el moustakbel ma famech" ce qui veut dire : "*Que tu ailles à l'école ou pas, l'avenir n'est pas là*"...

Bien sûr, on essaie de rendre à l'école sa place, ou bien encore sa fonction, d'expliquer aux élèves qu'effectivement, désormais, l'école ne donne pas d'emploi, c'est-à-dire qu'elle est là pour former, pour préparer au monde du travail, que le monde du travail a changé énormément, et que l'école fournit de nouvelles compétences pour qu'ils puissent s'adapter plus ou moins à cette nouvelle réalité... Tout cela pour amener les élèves à s'investir dans l'apprentissage, à s'accrocher. Je crois toujours que l'école n'est pas forcément un moyen de promotion sociale mais un moyen de donner une ouverture possible vers un monde meilleur ; je dis souvent à mes élèves, que l'instruction est là pour les protéger, les protéger de la délinquance par exemple ou de la déviance, et je leur dis : si vous regardez dans votre quartier ou dans la rue, quels sont les élèves qui tombent dans le vol, l'alcoolisme ou la délinquance ? Ce sont des jeunes qui ne sont pas instruits, qui ne sont pas allés à l'école, c'est aussi une manière de voir autrement votre avenir... Mais ça joue, bon gré mal gré... On sait très bien que les visions, ou les perspectives d'avenir sont en rapport étroit avec le contexte de vie de l'élève, avec ce qui l'entoure, avec son environnement ; c'est-à-dire qu'un élève qui ne voit autour de lui que la pauvreté, la misère et le chômage, ses rêves ne vont pas très loin... Tout leur bonheur, leur rêve, globalement, c'est de devenir policier. Le manque de moyens et la pauvreté dans ces quartiers jouent beaucoup sur le rapport que les élèves ont à l'école et au diplôme, ils n'y croient pas. Le bonheur pour eux, un autre rêve, c'est également l'occident, de plus en plus, ces élèves-là, et surtout ceux qui sont en échec scolaire - le bonheur c'est, par tout moyens, émigrer, c'est l'immigration clandestine. Je me souviens de deux jeunes filles, d'un lycée où je travaillais, qui avaient quinze et seize ans, qui ne pensaient qu'à cela et qui l'ont fait : elles se sont donné rendez-vous et sont parties jusqu'à la frontière libyenne, mais elles n'ont pas pu finaliser leur projet... Les deux étaient en échec scolaire, l'une d'entre elles avait, en plus, de grosses difficultés de relations familiales. Ça c'était il y a trois ans ; mais c'est régulièrement qu'il y a des cas comme cela surtout dans les coins défavorisés. Deux autres jeunes filles, qui venaient au temps d'écoute que j'organisais, m'en parlaient tout le temps. Elles n'avaient qu'un mot à la bouche c'était "*naharak*" [*« Naharak » en français : « je brûle » - expression consacrée pour parler de l'émigration, qui sous entend l'acte de*

brûler son passeport]... L'une d'entre elles, voulant aller en Italie, avait donné rendez-vous à des gens, dans un cimetière, qui devaient l'aider à partir mais, arrivée sur le lieu de rendez-vous, elle a eu peur en entendant les types chuchoter, qu'ils lui fassent du mal ou qu'ils la violent... Et elle s'est sauvée, mais elle m'a dit quelque temps après : « *Madame, je recommencerai* ». Mais finalement elle est restée, je l'ai suivie, et elle a eu son bac. Je l'ai vraiment encouragée à travailler pour partir si elle y tenait, mais dans de meilleures conditions. Cette jeune fille avait surtout des problèmes psychologiques, elle se sentait opprimée constamment, elle ressentait un fort sentiment d'injustice. Elle me disait "*j'habite la ville de BJ - une ville défavorisée - et quand je suis avec des copains et, que je veux entrer dans un café un peu chic ou un peu huppé de la ville d'à côté, on nous refuse l'entrée ; moi je ne peux pas accepter cela, je ne peux pas accepter d'être traitée comme cela, quelle est la différence entre nous et ceux qui sont entrés ?...*". Et pour elle, c'était humiliant, elle voulait avoir beaucoup d'argent, elle voulait partir pour l'argent et vivre comme tout le monde.

Est-ce que ces jeunes, qui veulent partir, veulent le faire pour l'argent uniquement ou avancent-ils d'autres raisons ?

Oui, principalement c'est avoir de l'argent, mais, aussi, dans le cas de cette jeune fille, c'était aussi pour se sentir libre. Elle répétait souvent "*je veux être libre et vivre comme je l'entends, il y a trop de contraintes sociales ici, etc.*". Pourtant elle se permettait certaines choses ici, c'était un peu un garçon manqué, elle avait des copains, elle sortait... Mais la liberté pour elle c'est quoi ? Je ne sais pas exactement, pour elle je pense que c'était sortir comme elle veut, faire ce qu'elle veut, aller dans les boîtes de nuit... Dans son imaginaire c'était un peu ça la liberté. Mais je crois aussi que ces jeunes veulent voir le monde, sortir pour voir d'autres choses... J'avais un élève par exemple, qui me disait "*Je veux aller en Italie, c'est mon rêve*" et quand je lui demandais pourquoi, il me répondait : "*Je veux voir les villes italiennes, les villes pas les filles, et cela ne tient pas à grand-chose, il suffit de passer une nuit ou une journée sur un bateau et là je me retrouve enfin dans ces belles villes italiennes*". Bon, bien sûr il y a aussi le phénomène des autres émigrants, qui reviennent avec de l'argent, des belles voitures, habillés chic, il y a tout cela donc, une envie d'avoir de l'argent, de devenir riche, d'être libre, de voir du monde, de changer de vie... Peut-être qu'ils vivent trop dans des contraintes et dans l'oppression familiale, parce qu'il y a aussi une question de valeurs : ces jeunes aspirent

à une certaine autonomie et se trouvent souvent écrasés par les lois sociales, par les lois familiales et ils veulent se libérer de tout cela.

Est-ce qu'après la chute du régime de Ben Ali, il y a toujours autant de jeunes qui veulent partir ?

Oui, énormément. Beaucoup plus qu'avant...

Plus qu'avant ?

Oui, car il y a, comment dire, une manne disons, sécuritaire ; il y a beaucoup moins de contrôle, et c'est donc l'occasion ou jamais pour partir, pour s'enfuir. Ce qui est alarmant, c'est qu'il y a de plus en plus d'élèves qui pensent à cela et qui sont convaincus de cela, et qui font tout pour partir... Et là je trouve que c'est très inquiétant, et c'est à l'école d'agir et de réagir par rapport à cela et de faire quelque chose. Hier j'étais dans un établissement : il y a un garçon qui est parti et qui est mort. Il faisait partie d'une quarantaine de jeunes qui se sont noyés ou qui ont été portés disparus récemment ; sur cette barque, il y avait quatre élèves du lycée, l'un d'entre eux est arrivé sain et sauf, un autre est mort noyé et les deux autres sont portés disparus. Donc par rapport à l'établissement, c'est un événement très douloureux...

C'étaient des élèves pauvres ?

Non pas tous. Celui qui est décédé par exemple, était un élève de classe moyenne, ce n'était pas un élève pauvre. Sa maman me disait : « *il avait tout, il avait sa propre chambre, un ordinateur portable, il portait des vêtements "signés" comme on dit, des vêtements de marque, il ne manquait pas de moyens... Mais pourquoi est-il parti ?* ». C'est une question qui se pose : est-ce que c'est le rêve de l'occident, de ce bonheur-là, recherché, auquel ils aspirent ? Ce qui m'inquiète c'est que, malgré cet événement-là, malgré la mort, il y a des élèves, dans ce même établissement, qui dans des discussions avec les professeurs disaient : « *Oui Madame, on sait qu'il y a des morts, on sait que c'est dangereux, mais on va partir quand même...* » ; et d'ailleurs, il y a deux classes de seconde et de première dont les enseignants sont très inquiets. Une prof était bouleversée et me disait « *qu'est-ce qu'on va faire pour ces jeunes ?* ». Elle n'arrivait pas à comprendre cet élan pour partir et le fait que tous voulaient partir... Bon, on a essayé de

discuter avec les élèves et on va mettre en place une petite action : on va organiser une rencontre avec un psychologue, pour qu'il parle avec ces élèves dans un premier temps, pour qu'ils prennent conscience des risques encourus, mais on va peut-être organiser des rencontres avec des spécialistes pour qu'ils réalisent les risques.

On peut penser qu'on va vers plus de liberté aujourd'hui en Tunisie, maintenant que le dictateur est tombé. Mais ces élèves qui, comme tu dis, aspirent à plus de liberté - entre autres - continuent de vouloir s'enfuir de Tunisie... Comment expliques-tu cela ?

Pour ces élèves-là, rien ne s'est passé. Ils sont en-dehors de la révolution. Cela ne leur signifie rien la révolution : c'est-à-dire qu'on n'essaie pas de mettre en perspective ce qui s'est passé, on ne réalise pas qu'il peut y avoir du changement. Ces élèves-là, qui vont passer leur bac dans quatre ans, par exemple, ceux qui sont en première année secondaire aujourd'hui, et s'ils poursuivent leurs études pendant deux ou trois ans après le bac, cela nous mène à six ou sept ans dans le futur, et on peut espérer que les choses d'ici là auront changé, on espère bien positivement, qu'il y aura plus de débouchés, plus de chances d'emploi, plus de liberté d'expression, plus d'espaces de parole... Mais ces élèves-là sont en-dehors de tout cela : soit qu'ils ne réalisent pas, il faudrait qu'on leur explique ou encore qu'on débâte de tout cela, soit encore que cette idée-là de rêve d'occident, de changement, de liberté comme ils l'entendent eux, est ancrée si profondément dans leur imaginaire à tel point, qu'on ne peut pas le déraciner si facilement, juste parce que du jour au lendemain il y a une révolution, dont ils ne voient pas l'ampleur ou la portée, et s'attendre à ce qu'ils changent totalement leurs idées ou leurs pensées par rapport à l'émigration... Je crois qu'il faut un travail d'explication, un travail disons de côte à côte, être là avec eux, leur expliquer...

Tu disais « pour eux, il ne s'est rien passé » ...

Oui, à mon avis, parce que s'ils y tiennent, qu'ils y pensent toujours et qu'ils sont même plus nombreux aujourd'hui à vouloir partir, c'est comme si la révolution n'a pas eu lieu, ou bien qu'ils ne lui donnent pas le sens qu'elle devrait avoir, qu'ils ne voient pas sa portée, et que pour eux c'est plutôt une occasion à ne pas rater pour pouvoir partir plus facilement, d'autant plus que cela coûte moins cher qu'avant. Un enseignant me disait qu'il

Il y a des sommes qui varient, en fonction du type de bateau qu'on veut prendre : de 600 à 1000 jusqu'à 1500 dinars [*approximativement 300, 500, et 750 €*] , et 600 dinars c'est pour des barques désuètes comme celle qui a coulé, dont le moteur est tombé en panne en pleine mer, je crois.

C'est moins cher aujourd'hui pour s'enfuir de Tunisie...

Oui. Ils partent à Sfax... Aujourd'hui même, une prof me racontait qu'un élève de quinze ans est venu la voir avec une liasse d'argent et en lui montrant lui a dit : "*Voilà Madame, il me manque juste 300 dinars*" et il était en train de faire le tour des profs pour qu'ils l'aident à compléter cette somme... Bon, bien sûr, elle était contre et lui a dit : "*Non, est-ce que tu imagines que je vais t'aider dans un projet comme ça ? Tu as vu ce qui s'est passé avec les autres...*".

Et pourquoi c'est moins cher ?

Je ne sais pas, parce qu'il y a plus de concurrence, plus d'occasions de départ, moins de police... Ce qui encourage encore plus les jeunes à partir.

Les jeunes entrent facilement en contact avec le réseau des passeurs ?

Oui, il y a une personne en général du quartier, un intermédiaire qui organise la rencontre avec celui qui va les emmener jusqu'au port, et c'est là qu'ils trouvent la personne qui va les aider à "brûler" c'est-à-dire à partir. C'est triste... C'est pourquoi avec les enseignants on veut faire quelque chose face à la montée de ce phénomène et surtout face à la banalisation de cette idée de départ, malgré la mort qu'ils voient à la télévision, comme les mères peinées, qui pleurent, affectées par la mort de leurs fils. C'est un phénomène qu'il faut comprendre sociologiquement, je ne sais pas, je ne suis pas sociologue, mais les sociologues doivent vraiment travailler sur cette réalité-là...

Mais si on revient aux établissements dans lesquels je travaille, quand je suis arrivée dans le premier d'entre eux, j'étais un peu, à la fois choquée et déçue... Je me disais dans mon esprit : voilà, il y a eu une révolution, les choses ont certainement changé mais à l'intérieur du lycée, quand je suis rentrée, c'était comme si on était dans une bulle ; même le chef d'établisse-

ment ne faisait aucun effort, même disons pour faire semblant, nous dire : « *voilà maintenant les choses ont changé...* », il va être un peu dans l'air du temps... Mais non. Non, il est totalement en-dehors du coup, il n'est pas concerné. Cela amène aussi à réfléchir sur le sens d'une révolution, et ce qui est à construire, parce que la citoyenneté, la démocratie, de nouveaux rapports, l'échange, une véritable écoute de l'autre... c'est un travail de longue haleine, ce n'est pas une question de changement de régime ou de changement politique pour passer automatiquement dans l'autre versant ; je crois que c'est la tâche essentielle qui incombe maintenant à tout le monde, c'est la responsabilité de tout un chacun qui croit réellement en cette révolution.

Je voudrais, pour finir, rajouter quelque chose par rapport à la tendance un peu islamiste extrémiste qui, à mon avis, c'est une première appréciation, prend de plus en plus d'ampleur et, qui à l'intérieur des établissements scolaires risque de porter préjudice à la mise en place d'une véritable démocratie. Cette possibilité qui est ouverte d'expression, de réunions, laisse la place justement beaucoup plus aux islamistes ; c'est-à-dire qu'ils ont peut-être beaucoup plus d'expérience dans l'organisation et ils ont cette liberté maintenant d'occuper le terrain. Ce que j'observe depuis quelques années, c'est qu'il y a de plus en plus d'enseignantes voilées... Le port du voile était interdit pendant un certain temps, il y avait des textes qui interdisaient cela aux élèves, aux enseignantes à l'école, et même dans les administrations - c'était il y a une dizaine d'années à peu près. Cela a été respecté au départ, après des contestations comme par exemple des élèves qui refusaient d'enlever le voile, même si elles risquaient d'être renvoyées de l'école ; mais une fois passé l'événement, si on peut dire, on commençait à s'habituer petit à petit au port du voile, on laissait passer les choses... Et maintenant on n'interdit plus cela, les élèves, les enseignantes, les femmes dans les administrations portent le voile sans problème ; c'est devenu permis, sans dire que c'est permis... On a laissé passer la chose et ça s'est fait lentement, discrètement si je puis dire. Et ce qui m'inquiète particulièrement ce sont les enseignantes de français et de langues qui, de plus en plus portent le voile... Pourquoi cela m'inquiète ? Parce que quand j'étais étudiante, dans les années 70, les sections où il y avait le plus de liberté, de modernisme où on avait tendance à être beaucoup plus proche de l'occident, c'était les filières de langues, c'est-à-dire les filières anglais, français ou encore ceux qui faisaient de l'histoire. Et dans les autres fi-

lières, comme les arabisants ou encore ceux qui faisaient instruction religieuse ou encore ceux qui étaient en sciences, on trouvait des gens plus réactionnaires, plus fermés. Et quand on a commencé à porter le voile, c'était essentiellement les gens qui appartenaient à ces filières-là, c'était vraiment très rare de voir une enseignante de français ou d'anglais qui portait le voile.

Ça a commencé quand, ce que tu décris là ?

Depuis à peu près les années 90 / 95. Et ces quelques années-là on a vu une augmentation rapide de ces enseignantes voilées. Là, bon c'est peut être l'effet d'une mode et de l'influence des télévisions satellites des pays du Golfe. Mais pour moi, c'est un phénomène un peu particulier, c'est ma vision, je n'ai pas de données scientifiques, mais ceux qui étaient portés beaucoup plus sur la religion, ou bien encore qui étaient fermés, c'étaient, essentiellement, les profs d'arabe ou d'instruction religieuse. Mais je le dit de nouveau, il était très rare, très très rare de trouver une prof de français ou bien d'anglais ou de littérature étrangère qui portait le voile. Le port du voile concerne aussi beaucoup plus les jeunes maintenant et là aussi c'est un phénomène à voir et à expliquer sociologiquement : Est-ce que c'est un effet de mode ? Est-ce que c'est un manque de formation et d'ouverture, une vision des choses fermée ?... Ça me rend perplexe, je ne sais pas comment l'expliquer, j'aimerais comprendre ça...

Il y a un parti islamiste influent en Tunisie aujourd'hui : Ennahda. Penses-tu que les femmes voilées vont voter pour ce parti, notamment les enseignantes dont tu parles ?

Je n'ai pas posé la question, mais je pense qu'elles voteraient volontiers pour ce parti-là. Cela dépend du sens du port du voile, si c'est un effet de mode ou pour une question de morale ou qu'elles sont vraiment convaincues que c'est en accord avec l'esprit du Coran... Mais je ne peux pas me hasarder à dire que toutes celles qui portent le voile vont voter pour Ennahda nécessairement ; on peut trouver des femmes qui portent le voile, parce que le Coran le dit, mais elles n'adhèrent pas forcément au parti Ennahda. Je me souviens pendant la révolution, j'allais à une manif, il y avait une jeune fille voilée qui attendait un taxi avec moi. On était à côté l'une de l'autre et on parlait pour se tenir compagnie parce qu'on avait peur. Et, pendant la discussion, elle m'a dit qu'elle avait peur essentiellement des

« Khouenja », c'est à dire des islamistes, parce que, me disait-elle : « *Tu t'imagines ils ne vont plus nous permettre de sortir ou de s'habiller comme ça...* ». Elle était coquette, maquillée, etc. ... « *Ils vont nous mettre à la maison...* ». C'est-à-dire que, sans pour autant être très ouverte, pour elle la question principale, c'était que ces islamistes-là vont la priver de ces petites libertés, comme celle de sortir et de s'habiller comme elle l'entend ; pour elle c'était important et il fallait faire attention à ces gens-là. Elle me disait « *il faut défendre nos droits* » ; bon pour elle ce ne sont pas nécessairement des droits comme une égalité dans l'héritage ou une égalité totale entre les deux sexes, mais au moins pour elle, il y a cet acquis-là, qu'il ne faut pas perdre et auquel il faut s'attacher... J'ai trouvé ça extraordinaire, parce que c'était une jeune fille ordinaire, bon ce n'était pas une intellectuelle ou une rencontre dans un cadre particulier, c'est une fille rencontrée dans la rue et pour elle c'était vital ces petites libertés.

Nous assistons dans notre quotidien, dans la rue, au travail, à un effondrement progressif de tout ce qui donne sens à notre vie. Face à cette *montée de l'insignifiance*, comme beaucoup nous ne pouvons vivre que par l'espoir qu'il est possible de changer le cours des choses.

Cette course dévastatrice est menée par une minorité régnante n'agissant que pour l'obsession de l'accumulation, de la domination et de la puissance. Les « démocraties représentatives », et les révoltes actuelles mènent à des impasses. Seul un *réveil des populations* et leur engagement pour un monde viable et décent pourra poser les réels problèmes qui les traversent. Vouloir la liberté aujourd'hui, c'est vouloir une rupture claire menée par l'ensemble de la population : une *auto-transformation de la société*.

Nous voulons une véritable démocratie, exercée par les peuples où les gens décident eux-mêmes de la direction et du fonctionnement de leurs sociétés. Cela implique un individu capable de respecter, d'interroger, de critiquer et de créer aussi bien les règles communes que les siennes propres. Il ne s'agit pas de rêver à un paradis, mais de faire advenir une civilisation digne, libre et responsable. Nous voulons donc une société qui pose explicitement et lucidement ses propres limites, qui rompt ainsi clairement avec l'idéologie dominante. Il y a d'abord à se réapproprier de manière critique des attitudes propres aux régions dites « sous-développées » : solidarité, don, entraide, convivialité, hospitalité, honnêteté, qui sont l'essence d'une société digne.

Un certain nombre de mesures s'imposent pour vivre la *prudence* dans le domaine techno-scientifique, la *frugalité* dans la consommation, et la *sagesse* dans les affaires publiques. Il n'est ainsi possible d'entraver la soif du pouvoir qu'en organisant toutes les institutions autour d'*assemblées souveraines*, de mandats révocables et de rotation des tâches. Et on ne peut se débarrasser de la recherche illimitée de profit qu'en établissant ensemble une *égalité stricte des revenus*, et une *redéfinition collective des besoins*. Rien de tout cela n'est naturel, ni inéluctable, ni surtout impossible : de telles ruptures sont déjà survenues dans l'histoire.

Nous nous inscrivons dans ce projet d'autonomie issu des siècles de luttes collectives qui refusèrent un ordre imposé par une autorité extérieure inaccessible : Traditions, Dieux, Nature, Science, Marché ou Parti. Né dans la Grèce antique et réinventé en occident, il fut incarné par la Renaissance, les Lumières, la révolution française, le mouvement ouvrier, les conflits de décolonisation, puis les combats des femmes, des jeunes, des minorités et des écologistes. Ce projet d'égalité et de justice est aujourd'hui *moribond*, piétiné au profit de l'autre création historique de l'occident, la *délirante rationalité instrumentale* étendue à tous les domaines de la vie.

L'objet de notre collectif est que ce projet (re)devienne un véritable projet de civilisation. Notre besoin est pressant d'une intelligence collective capable de réflexion théorique, de parole publique comme d'intervention pratique. Les forces capables de le porter sont encore dispersées et souvent s'ignorent elles-mêmes. Notre recherche d'autonomie individuelle et collective n'a de sens que dans une pratique concrète sans cesse recommencée, inscrite dans la vie ordinaire, une progression à tâtons.

Lieuxcommuns@gmx.fr - www.collectiflieuxcommuns.fr

Dernières Brochures disponible

Démocratie directe – Projet, enjeux et perspectives



Tract, analyses.

Brochures n° 20, 20 bis & 20 ter
Avril 2013 – Mai 2014 – Janvier 2015



Malaises dans l'identité

Définir des appartenances individuelles et collectives contre le confusionnisme et les extrêmes droites

Analyses, tracts, appel, polémique.

Brochure n° 19 – Mai 2012



Le mouvement grec pour la démocratie directe du printemps 2011

Témoignages, entretiens, analyses, documents.

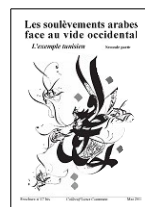
Brochure n° 18 & 18 bis – Sept.- Oct. 2011



Les soulèvements arabes face au vide occidental L'exemple tunisien

Témoignages, entretiens, analyses.

Brochure n° 17 & 17 bis – Avril-Mai 2011



Octobre 2010. Une lutte à la croisée des chemins Retour sur le mouvement contre la réforme des

Analyses, tracts, comptes-rendus.

Brochure n° 16 – Mars 2011

Éléments pour une démarche politique

Analyses.

Brochure n° 15 – Mars 2009

Écrits durant un voyage en Tunisie chez nos camarades quelques semaines après le soulèvement de décembre-janvier 2011, ces témoignages, interviews, analyses et réflexions menés sur le terrain n'ont rien perdu de leur actualité.

Ils montrent un pays miné par une extrême droite musulmane qui règne au milieu de partis ravagés par l'opportunisme et l'inconséquence ; un peuple et des jeunes en lutte, mais sans autre perspective que le modèle occidental dans ce qui l'a de pire comme de meilleur ; des gens lucides et courageux aux prises avec une dégradation croissante de leur condition.

Tout cela était décelable, à condition de se démarquer des mythes en vogue : les révolutions *Facebook*, la démocratisation d'un régime enfin aligné sur les normes occidentales, les exaltations gauchistes de la révolte pour elle-même ou encore ceux qui n'y voyaient que la barbe des islamistes. Depuis, ces illusions ne sont pas tombées, mais simplement reportées ailleurs.

Car ce que ces soulèvements ont aussi mis en lumière, c'est le vide occidental. Vacuité des interprétations face à l'histoire en train de se faire, d'abord, mais aussi vide politique laissé par des populations repliées dans l'apathie et le conformisme pour ne pas avoir à affronter les inquiétantes réalités de l'époque. Vide de la civilisation occidentale, enfin, autrefois porteuse des idéaux d'émancipation individuelle et sociale, mais qui, face à la régression archaïque, nationaliste ou religieuse, n'a aujourd'hui rien d'autre à proposer que le règne d'une oligarchie mondialisée, le pillage planétaire et le nihilisme consumériste.

Le soulèvement tunisien a inauguré une ère de basculements géopolitiques et de crises sans précédents. Mais il a également ouvert la voie aux peuples qui, dans ce maelström, refusent que leur destin soit dicté par quelques-uns. Plus que jamais, ceux qui désirent vivre dans des sociétés libres et égalitaires luttent pour faire advenir un monde viable et décent. Cette perspective nous la nommons, nous, démocratie directe.

Lieux Communs est un collectif politique indépendant qui vise à une auto-transformation radicale de la société.

Lieuxcommuns@gmx.fr – www.collectiflieuxcommuns.fr

Brochure n°17 : 9^e tirage